LA GUERRE SOCIALE
A PUBLIÉ

N° 1. Avril 1977 (*épuisé*).
Abolition du travail salarié.
Abondance et dénuement
dans les sociétés primitives.
Les innovations technologiques :
leurs incidences sur le procès de travail.
Les prolétaires contre le travail.
Communisme et mesure par le temps de travail.

N° 2. Mars 1978 (10 F).
Misère du féminisme.
La question de l'Etat.
Les luttes de classes au Portugal.
Le 14 juillet 1977 à New York.

N° 3. Juin 1979 (12 F).
De l'exploitation dans les camps
à l'exploitation des camps.
Crise économique et mystification politique.
Le retour d'un iguanodon.
Crise sociale et irruption de l'irrationalité.
Développement et limites de l'évolution des mœurs.

Supplément au n° 3. Mai 1981 (22 F).
De l'exploitation dans les camps
à l'exploitation des camps (*suite et fin*).

N° 4. Juin 1982 (15 F).
Le 13 décembre de Wojciech Jaruzelski.
Dans les eaux glacées du calcul bureaucratique.
Si tu veux la paix, prépare la guerre sociale !

Supplément au n° 4. Septembre 1982 (6 F).
Abondance et dénuement
dans les sociétés primitives.
(*Reprint du texte paru dans le n° 1.*)

N° 5. Décembre 1982 (15 F).
La transformation de la nature en homme (I).
Vers la communauté humaine.
Comment lit-on « la Guerre sociale » ?

Supplément au n° 5. Décembre 1982 (6 F).
Lettre ouverte aux camarades
du parti communiste international maintenu.

M·1968-6-15 F

LA GUERRE SOCIALE

15 F

numéro 6

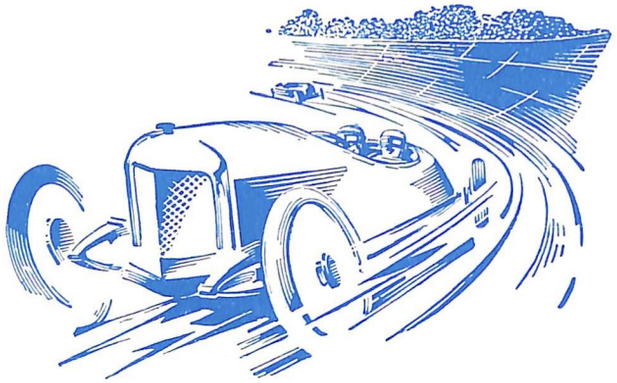
La transformation de la nature en homme (II)

Critique de l'économie politique contre écologisme

Solidarité, prolétariat et capital polonais dans la crise

Comité d'orientation : Joseph Benhamou, Dominique Blanc, Henri Brosse.

La transformation de la nature en homme (II)	3
Solidarité, prolétariat et capital polonais dans la crise. Mythes	19
Le désarroi de Kuron	19
Deux livres sur le mouvement social en Pologne	21
Notes	29



Pour toute correspondance :

La Guerre sociale,
B.P. 88, 75623 Paris Cedex 13.

Abonnement pour trois numéros : 45 F. Abonnement de diffusion (trois numéros en cinq exemplaires chacun) : 130 F. Les abonnés recevront nos suppléments éventuels. — Règlements à établir à l'ordre de A. Lebelbaum.

Responsable de la publication : J. Benhamou. — Imprimeurs Libres. Paris. — Revue distribuée par les N.M.P.P. — Dépôt légal : 2e trimestre 1983. — ISSN : 0152-4771.

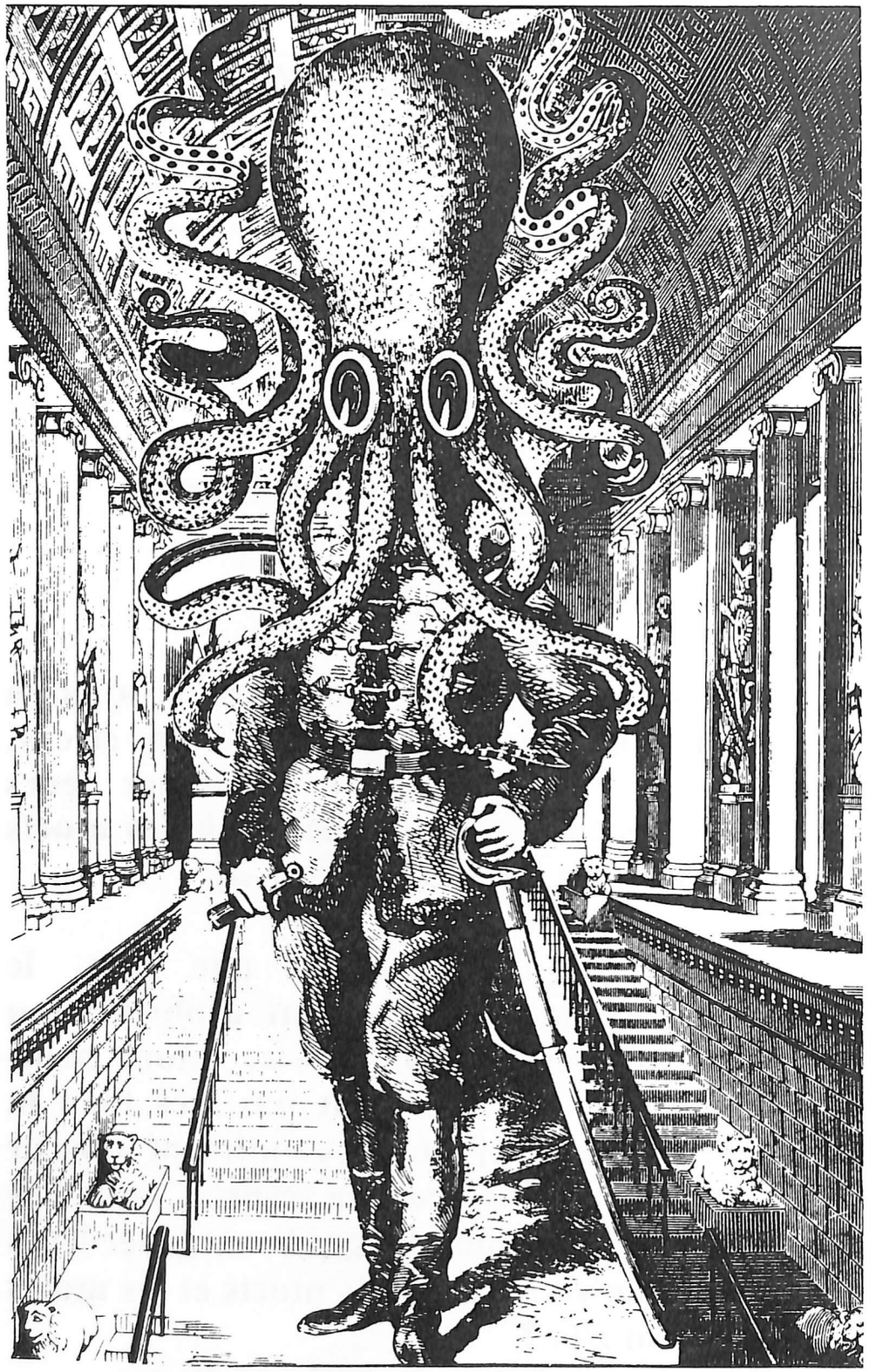
POUR LE CENTENAIRE DE LA MORT DE MARX

ON DOIT LE RESPECT AUX MORTS

Il est inutile de respecter les vivants, à moins qu'ils ne soient les plus forts. Dans ce cas, l'expérience conseille plutôt de lécher leurs bottes, fussent-elles merdeuses. Mais les morts doivent toujours être respectés. [...]

Pourquoi donc, encore une fois, le Bourgeois affirme-t-il avec tant d'obstination qu'on doit le respect aux morts, sinon, peut-être, parce que, ne démêlant pas très bien la mort de la vie, [...] un pressentiment obscur l'avertit de le revendiquer, ce respect, pour lui-même et pour ses semblables qui sont, avec leurs grands airs de vivre, les vrais morts et les morts d'entre les morts ?

Léon BLOY.



LA TRANSFORMATION DE LA NATURE EN HOMME (II)

IV. — Critique de l'économie politique contre écologisme.

Technique et rapport social.

LES BESOINS ÉLÉMENTAIRES d'une partie importante de l'humanité ne sont plus satisfaits. L'Etat le plus riche du monde, les Etats-Unis, reconnaît qu'une notable proportion de sa population vit en dessous du niveau défini par lui-même comme seuil de la pauvreté. Les ressources minérales et biologiques de la planète sont dilapidées. A partir de ce double constat, irréfutable et largement connu, la société capitaliste prétend, pour se défendre et innocenter le rapport social qu'elle incarne, qu'il y aura toujours des réponses techniques à tous les problèmes. Parallèlement, elle voit une contradiction indépassable entre la satisfaction des besoins humains en expansion spontanée et les ressources naturelles restreintes. La limite ne résulterait pas d'un rapport social mais serait de caractère physique, elle serait imposée à l'humanité par son environnement.

L'homme n'a jamais disposé d'autant de possibilités techniques, mais la fécondité scientifique et technique produit des applications sélectionnées intégrant à la technique elle-même la réalité capitaliste. Elle favorise ainsi des processus sociaux qui se retournent contre une amélioration du sort de l'humanité (voir certains résultats de la « révolution verte » : introduction dans le tiers monde de variétés céréalières plus productives...). Des solutions apparemment techniques à des problèmes apparemment techniques masquent des solutions sociales à des problèmes sociaux ; les discours invoquant la science et la technique « au service de l'homme » vantent, sous couvert de progrès, la perpétuation de l'asservissement de l'homme.

Cette foi dans la technique exprime le dynamisme du capitalisme. Elle continue à trouver des partisans enthousiastes. Pourtant le problème du capital commence ou plutôt recommence, mais cette fois d'une manière fondamentale, à ne plus être résolvable par une simple injonction d'innovations technologiques. Celles-ci améliorent la situation ici ou là mais ne permettent pas de rétablir globalement une productivité suffisante car ce qui est en cause c'est la structure même du procès de production et de circulation de marchandises — un dispositif organisateur des hommes à la fois gigantesque et rigide. Une réorganisation d'ensemble de la société fut auparavant possible. La deuxième guerre mondiale a permis, à partir d'un modèle amorcé aux Etats-Unis, une transformation du procès de travail, une « société de consommation », une réorganisation et une amplification des échanges internationaux.

Une transformation d'une telle ampleur et à une telle échelle devrait maintenant être d'une nature différente et paraît difficilement possible. Il ne s'agit plus seulement de modifier certaines conditions sociales pour permettre une élévation de la productivité du travail. La productivité est déjà élevée et peut l'être encore, mais cette productivité élevée provoque et même suppose des « faux frais » énormes venant en déduction des gains. Il ne suffit plus d'augmenter encore et autant qu'il est possible l'efficacité d'un secteur productif relativement étroit, cette efficacité ne doit pas être perdue dans l'entretien de la société ou de la nature. Cette efficacité productive est toutefois diffi-

cile à maintenir sans ces faux frais, ils en sont le revers.

Le capital tente de réduire ses faux frais et, dans certains cas, y réussit, par exemple en informatisant et en comprimant des activités « administratives », en limitant les dépenses de sécurité sociale devenues énormes. Cependant, ces économies exacerbent les oppositions sociales, notamment en s'attaquant aux relatifs privilèges de couches sociales périphériques à la production. Elles sont annulées par des dépenses nouvelles, telles celles ayant trait à la préservation du milieu.

« Croissance zéro » ?

Le rapport du Club de Rome, *Halte à la croissance ?*, publié en 1972, a illustré le ralliement à l'écologisme d'individus indiscutablement liés au grand capitalisme international. Ce rapport fit grand bruit dans les media, il affirmait un prochain épuisement des ressources nécessaires à l'homme s'il n'y avait pas conversion à la « croissance zéro ». La croissance exponentielle des années 1960-1970 ne pouvait pas se poursuivre sans détruire sa propre base. L'ordinateur avait parlé.

Le ralentissement effectif de la croissance du capitalisme en crise s'est fait de manière fort différente de celle prévue par le Club de Rome et a contribué à dévaluer leurs propos, toutefois leurs projections et la présente crise manifestent la rupture avec la phase de rajeunissement capitaliste d'après-guerre. Les problèmes faussement posés par le Club de Rome et par d'autres sur les « limites de la croissance » ne sont pas résolus. Même si les gisements de minéraux se révèlent plus importants que prévu et même si l'économie essoufflée les dévore moins vite.

Le souhait d'une « croissance zéro », comme unique moyen d'éviter un désastre, a manifesté le désarroi profond mais hyperrationalisé des auteurs et commentateurs du rapport. Ce projet de « croissance zéro » est le reniement capitaliste du caractère essentiellement dynamique du capital. Ce n'est pas une absolue nouveauté, les fondateurs de l'économie politique prévoyaient un essoufflement final de la machine économique induit par la baisse tendancielle du taux de profit. Ce stade était plutôt redouté que souhaité comme cela devient le cas, mais déjà le sentiment des limites du capitalisme et une incapacité corollaire à envisager son dépassement s'exprimaient. Le capitalisme s'arrêterait pour mieux s'éterniser. Les bourgeois ne peuvent décidément pas admettre que le monde « naturel » de l'économie puisse être détruit et qu'il puisse être remplacé par un monde se passant de la sacrosainte valeur.

Au XVIIIe siècle, Malthus s'inquiétait de l'écart entre la progression arithmétique des ressources et la croissance géométrique de la population. L'essor de l'industrie, l'innovation technique avaient paru démentir ces inquiétudes. Selon le Club de Rome, ce n'est que partie remise, la technique ne permettrait plus de combattre la tendance aux rendements décroissants. Pour le géologue Thomas Lovering, cité dans le « Rapport sur les limites de la croissance » (*Halte à la croissance ?*) : « Une énergie à bon marché n'aurait finalement qu'un impact assez négligeable sur le prix de revient total (dont la plus grande partie résulte des investissements et de la main-d'œuvre) d'une opération d'extraction et de traitement des roches. Les quantités considérables de déchets irrécupérables produites pour chaque unité de métal extraite (un rapport de 2 000 à 1 au minimum) sont plus facilement traitées en bureau d'études que sur le tas... Pour récupérer le peu de métal recherché, on doit d'abord faire éclater la roche à l'aide d'explosifs, la percer pour creuser les puits d'accès et d'évacuation, la noyer dans des solutions à base de composés chimiques se combinant au métal à extraire. Il faut aussi veiller à ce que ces solutions ne soient pas perdues et ne viennent pas contaminer les eaux souterraines et leurs effluents. Ce n'est pas en utilisant l'énergie nucléaire que l'on pourra éviter cette séquence d'opérations. »

Partant des estimations de ressources et des effets destructeurs du capital sur le milieu, les auteurs du rapport calculent les échéances fatidiques en raisonnant sur une croissance exponentielle. L'installation de dispositifs antipolluants, le recyclage systématique des métaux retarderaient le moment où la croissance déboucherait sur la catastrophe, pour ne pas avoir été stoppée à temps grâce à une prise de conscience. Une croissance exponentielle déboucherait sur une augmentation globale de la pollution, même si l'on mettait en œuvre pour la réduire des techniques dont on dispose aujourd'hui. Le choix serait alors entre l'asphyxie financière ou l'asphyxie physique. Choix tragique, mais qui n'existe que lorsqu'on reste dans cette opposition entre

technologies polluantes et technologies réductrices de pollution.

Le capitalisme introduit une séparation entre le dynamisme économique et les capacités et caractéristiques du milieu. Les auteurs du rapport ne s'inquiètent pas de connaître la nature de cette séparation et n'en perçoivent pas la relativité. Ils font de cette séparation un absolu. Cela leur permet de donner un aspect scientifique, mathématique, à leur démonstration. D'un côté, le milieu qui est un espace fini ; de l'autre, une production croissante, exponentielle : deux variables indépendantes. Un nénuphar doublant chaque jour sa surface occupée sur un plan d'eau finira par le couvrir entièrement ; alors que l'avant-dernier jour, il ne recouvrait que la moitié de l'étang, le dernier jour il le recouvrira totalement. La croissance économique est censée épuiser de façon aussi impressionnante les ressources de la planète puisque telle est la règle d'une croissance exponentielle dans un espace fini...

Les auteurs du rapport accordent que si, la « population et le capital sont les seules grandeurs qui doivent rester constantes dans un monde en équilibre », dans « cet état, au contraire, les possibilités d'évolution sont presque illimitées ». La croissance pourrait se poursuivre à condition d'être morale, culturelle et même technique, mais cependant immatérielle.

Il n'est besoin que d'un minimum de bon sens pour prévoir que l'expansion de la population ne saurait se poursuivre éternellement sur cette planète puisque la surface n'en est pas extensible quel que soit le mode d'organisation sociale. Toutefois, la capacité de la terre à nourrir les hommes ne se réduit pas à une comparaison entre leur nombre et ses ressources mais à des modes déterminés d'exploitation des ressources et de contrôle démographique.

Quant au capital, ce n'est pas une grandeur physique qu'il faudrait rendre constante, mais un rapport social que nous mettons en cause. Pourquoi opposer « croissance matérielle » et « croissance immatérielle », et interdire l'une et recommander l'autre ? L'humanité débarrassée de la valeur, de la croissance en valeur, transformera son rapport à l'environnement et augmentera ses prélèvements de ressources naturelles.

« Croissance matérielle » contre « croissance zéro » ? Cette idéologie de la « croissance zéro » ou de la « croissance immatérielle » permise cache la possibilité et l'enjeu d'une transformation radicale et *très matérielle* du rapport homme-nature.

Limitation et abondance de ressources.

Le capitalisme et la civilisation occidentale des derniers siècles se sont constitués en fonction d'un monde ouvert, ouvert par leur impérialisme, il était encore possible d'aller vers une abondance de ressources. La société contemporaine, elle, découvre un monde clos disposant de ressources limitées inégalement réparties et inégalement appropriables.

Si cette limitation et cette inégalité de répartition de ressources sont incontestables, il est faux d'en déduire une inévitable confrontation avec la pénurie. Ou plutôt, cette confrontation a lieu mais ne tient pas à une rareté physique des ressources disponibles sur cette planète, elle tient à une incapacité provisoire à faire naître l'abondance à partir de ressources apparues comme faussement inépuisables et destructibles à volonté.

Les ressources naturelles restent importantes. La population humaine ne saurait s'accroître indéfiniment sur cette planète, mais il est probable que son maximum atteint sera son optimum défini par les nécessités de la sociabilité — en fonction de l'espace disponible —, et non imposé par le manque de nourriture, de place, au sens physique, ou de toute autre ressource indispensable.

Il serait vain de vouloir déterminer aujourd'hui cet optimum, l'humanité le fera peut-être varier considérablement. La terre peut supporter une forte population et bien s'en porter. Cette population est condamnée à augmenter sur la lancée actuelle. L'explication de la « crise de l'environnement » par une pénurie physique est en fait la défense d'un rapport social particulier.

Sans même l'aide d'un ordinateur, en passant en revue les ressources terrestres devenues nécessaires à l'homme (oxygène, nourriture, eau, minéraux, énergie), on peut constater qu'il n'y a pas d'autres pénuries physiques que celles créées par le capital. Le véritable problème est celui de l'emploi et du gâchis actuel des facultés humaines et de celles de la planète. Montrer ce gâchis, c'est dévoiler l'abondance possible. Une abondance rendue nécessaire par la multiplication des hommes et des besoins engendrés par le capitalisme. Une abondance nécessaire à une société sans classes : la rareté va de pair avec l'appropriation privative et celle-ci reproduit la rareté pour se reproduire elle-même. Une abondance dépendant de l'instauration de la communauté entre les hommes et entre les hommes et la nature et qui serait en

fait la pratique de cette double communauté. Non un prolongement de l'actuelle frénésie de consommation.

L'oxygène est le bien naturel le plus immédiatement nécessaire à l'existence de l'homme. Cet oxygène est produit dans une écrasante proportion par le phyloplancton marin et dans une bien moindre proportion par les forêts de plus en plus réduites. A condition que le phyloplancton ne soit pas sérieusement réduit par l'activité humaine, l'augmentation de la population humaine ne sera pas entravée par manque d'oxygène. Même une baisse du pourcentage de l'oxygène dans l'atmosphère (21%) peut être supportée.

La nourriture.

La nourriture actuellement produite serait grandement suffisante pour nourrir une population supérieure à celle qui existe. Des hommes meurent de faim tandis que d'autres sont malades des excès de graisses et de sucres absorbés. Parallèlement, une partie de cette nourriture est détruite.

Les procédés agricoles actuels et les façons de se nourrir sont préjudiciables pour la nature et l'homme ; l'agriculture tire son efficacité de la consommation de ressources limitées, en premier lieu le pétrole. Une agriculture ne dissipant pas des ressources non renouvelables serait-elle apte à nourrir sainement une population actuellement en expansion ?

Le capitalisme, en consacrant à l'agriculture de l'acier, des engrais, des insecticides, du pétrole, a généralisé des rendements agricoles élevés. Cependant, les rendements ne sont pas nécessairement liés aux apports extérieurs précédemment cités. Ils ont précédé, et pas seulement dans de riches régions limoneuses, l'avènement de l'agriculture industrialisée. Les Américains, débarquant dans le Japon du XIXe siècle, furent surpris des rendements locaux plus élevés que les leurs. L'agriculture « biologique » actuelle qui s'oppose à l'agriculture « chimique » dominante démontre que, en réduisant et modifiant les apports extérieurs, une production peut rester efficace. Une activité de type jardinage permet des rendements élevés sur des surfaces restreintes. L'agriculture industrielle a souvent, pour une surface donnée, augmenté le rendement mais, chose distincte, elle a considérablement réduit le nombre de bras nécessaire pour une production donnée grâce à un accroissement des énergies technologiques et à la mise en valeur des types de culture et d'élevage favorisant cette évolution.

Une transformation de l'agriculture limitant les apports extérieurs et ménageant le milieu suppose probablement une augmentation de la force humaine engagée à cet effet. Tout au moins dans les pays industrialisés ; ailleurs, cette force humaine pourrait continuer à décroître. Sans être par principe contre des apports extérieurs importants, nous considérons que ceux-ci ne sont pas nécessaires à la fécondité du sol et sont souvent préjudiciables à la qualité de la nourriture, au milieu et à l'activité humaine qu'ils contribuent à dégrader.

Peu d'outils métalliques, une irrigation rudimentaire (tuyaux en caoutchouc), des semences sélectionnées, un choix, une rotation et une association intelligents des plantes, un recyclage systématique des déchets organiques permettent en règle générale une production intense sur des surfaces restreintes. Les progrès techniques décisifs ne sont pas ceux qui donnent un visage industriel à l'agriculture (mécanisation, monoculture).

Des écologistes prétendent qu'il y a pénurie de sols, qu'on pourrait « montrer de diverses façons que la surface dont dispose chaque habitant de la terre pour satisfaire ses besoins alimentaires (0,4 hectare par personne) est déjà insuffisante. La ration quotidienne du Français est produite sur 0,9 hectare par exemple ». De plus, on ne pourrait « guère espérer accroître la production agricole qu'en augmentant les rendements donc les "stress" écologiques dont souffriront les milieux exploités par l'homme » (François Ramade, *Eléments d'écologie appliquée,* 1976).

Mais pourquoi près d'un hectare est actuellement nécessaire à la nourriture d'un individu ? La quantité de protéines fournie par un hectare dépend des choix qui président à la plantation ou au pâturage. Non seulement les sols ne produisent pas le maximum de protéines possible, mais encore les protéines produites sont souvent gâchées par leur transformation ultérieure : les riches de tous les pays et les pauvres des pays riches consomment sous forme de viande des protéines de blé, de soja, de manioc utilisées pour la nourriture du bétail, alors que de nombreuses protéines végétales sont nécessaires pour produire une protéine animale.

Ici, on observe une détérioration accélérée de sols fragiles parce que, sous la pression des besoins locaux, en nourriture et en argent, ils sont mis en culture et non laissés en pâturage et à la chasse ; ailleurs, on voit les meilleures terres à blé fournir de la nourriture céréalière aux animaux. Cela illustre une incapacité à utiliser et à ménager globalement et de manière différenciée les ressources de la planète. L'unification et la puissance de l'espèce humaine ainsi que le type actuel d'intégration renforcée des processus qui en découlent se traduisent, aujourd'hui, par une pression parfois désastreuse sur les écosystèmes, alors que l'unification de l'espèce humaine pourrait permettre cette utilisation globale et différenciée.

Des terres agricoles et forestières sont dégradées, gagnées par le désert, recouvertes de béton ou d'asphalte. Pourtant, il n'y a pas encore pénurie de sols susceptibles de produire de la nourriture. La proportion des terres immergées utilisées par l'agriculture, l'élevage, la culture forestière, est encore faible et pourrait être augmentée (aux Etats-Unis, il y a une réduction des terres emblavées). La prédominance des transports routiers sur les transports ferroviaires entraîne une stérilisation bien supérieure des sols. Des terrains fragiles seraient utilisables sans dégradation si les végétaux choisis et les méthodes culturales étaient diversifiées et adaptées.

L'homme, pour se nourrir, se vêtir, se loger, consomme une infime partie de la masse végétale existante ; celle-ci pourrait plus systématiquement être mise à contribution par des procédés traditionnels ou nouveaux permettant une utilisation du feuillage des arbres ou du phyloplancton pour satisfaire, s'il est nécessaire, une série de besoins humains. La population humaine optimale sur la base d'une utilisation maximale de la productivité biologique de la planète peut être très supérieure à son état actuel. Selon l'écologiste Paul Duvigneaud (*la Synthèse écologique*, 1980), si nous reprenons « notre propre évaluation d'une productivité primaire d'environ 100.10^9 tonnes pour les terres émergées et de 40.10^9 tonnes pour les océans, et si nous prenons la quantité de 1 000 kg d'équivalents grains pour la nourriture annuelle d'un homme moyen, nous aboutissons à une population maximum de 140 milliards d'hommes consommant la totalité de la productivité primaire de la planète, chiffre utopique [...]. Malgré ces considérations optimistes, ce qui se passe *actuellement* dans le monde permet de constater qu'il y a loin de la coupe aux lèvres ».

Il est peut-être possible, mais il n'est sûrement pas souhaitable que l'humanité s'accroisse sur la terre jusqu'à un tel point. Reste la colonisation d'autres planètes comme scénario d'un futur possible pour l'humanité mais qui ne sera pas une solution à la crise actuelle du capital et ne lui ouvrira pas de nouvelles frontières.

L'eau.

L'extension de l'irrigation reste toujours un moyen d'augmenter les possibilités biologiques des sols. Mais l'eau ne manque-t-elle pas ? Ne parle-t-on pas de la nécessité d'aller remorquer des icerbergs pour subvenir aux besoins des populations ? Ne commence-t-on pas à dessaler l'eau de mer au prix fort ? L'eau existante sur la croûte terrestre n'est aisément utilisable que pour une faible part et est inégalement répartie. 97% de l'eau terrestre est salée, les trois quarts des réserves d'eau douce constituent les calottes glacières. L'eau des rivières, des fleuves, des nappes phréatiques effectivement disponible constituerait 0,5% du total ; l'industrie et l'agriculture dégradent la masse d'eau utilisable qui se réduit.

La pénurie physique de l'eau, c'est son gâchis et l'empoisonnement actuel de cet élément vital.

En 1968, la consommation moyenne (directe et indirecte) d'eau par jour d'un Américain était estimée à 6 100 litres, hormis l'usage hydroélectrique, tandis que la population des zones arides de la planète ne dispose guère plus de 100 litres d'eau. Cette comparaison révèle à quel point le besoin d'eau est relatif. S'il faut plus de 100 litres pour assurer une existence confortable à un être humain moderne, 6 100 litres sont superflus. La quantité d'eau nécessaire ne correspond pas à un besoin fixe d'eau par personne, même si chacun a besoin d'en absorber un minimum de quelques litres par jour, elle est déterminée par des types de culture, des méthodes culturales et des procédés industriels.

Les pluies continentales — processus naturel de dessalement de l'eau de mer par l'énergie solaire — fourniraient largement les quantités d'eau nécessaires à une population humaine multipliée. Les pluies sont mal réparties, mais il n'y a nulle obligation de cultiver le riz ou le maïs dont la croissance exige beaucoup d'eau

dans des zones arides : les moyens efficaces modernes de transport et de conservation permettent une répartition de la nourriture sur l'ensemble de la planète.

Les minéraux.

Les gisements disponibles de minerais existent, suivant les éléments considérés, en quantités très inégales dans la croûte terrestre.

Quelques métaux rares utilisés par certaines technologies modernes s'épuisent rapidement. Pourtant la plupart des matières premières consommées par l'industrie sont à peine entamées. Au rythme actuel d'extraction, les gisements de fer, de charbon et d'aluminium ne seront pas épuisés avant des siècles bien qu'une partie des réserves, dont l'extraction était la plus aisée et la teneur la plus élevée, aient livré leur richesse. Ce qui reste à extraire risque de l'être dans des conditions plus difficiles.

Les réserves en métaux et minéraux divers gisant au fond des mers ou dilués dans leurs eaux sont considérables. L'or que recèlent les coffres de toutes les banques du monde est peu de chose face à la quantité dispersée du même métal dans les eaux marines (environ 4,34 kg par km^3 d'eau de mer). Au vu des techniques modernes, la récupération massive de la plupart de ces richesses marines ne pourrait se faire que dans des conditions prohibitives.

La production actuelle n'est pas orientée en fonction des disponibilités de telle ou telle ressource naturelle, la tendance récente a été de substituer l'usage des ressources non renouvelables à l'usage de ressources renouvelables. Ces ressources non renouvelables ne sont pas recyclées comme elles pourraient l'être : l'homme dégrade, disperse, favorise l'éventuel effet toxique des matériaux que la nature avait produits, concentrés, isolés. Seul l'or est systématiquement réutilisé, en revanche, il y a plus d'argent dispersé — notamment en raison de son usage photographique — que d'argent extrait.

Un recyclage systématique supposerait des buts et des procédés productifs conçus en fonction de l'impératif de recyclage, supposerait des consommateurs cessant de se conduire en consommateurs. Les utilisateurs de matériaux ne seraient plus des producteurs de déchets. Les pertes étant limitées, l'humanité continuant à extraire des matières premières, ses disponibilités s'accroîtreraient.

Le capitalisme a créé les moyens de l'abondance mais il n'a point créé une abondance qu'il suffirait de se partager. Croire que cette abondance existe déjà, c'est se méprendre sur l'importance de la production actuellement utilisable dans les pôles de la richesse capitaliste au regard des besoins de la masse des déshérités. C'est également se méprendre sur la nature d'une véritable abondance. Le capitalisme aurait travaillé pour nous, l'humanité désormais pourrait consommer des biens ou du temps libre.

L'énergie.

L'extraction, le recyclage des matières premières exigent d'importants apports d'énergie, comme ce serait le cas pour un éventuel dessalement important de l'eau de mer, une éventuelle récolte massive du phyloplancton et pour de nombreuses autres activités humaines envisageables. Une utilisation systématique des ressources de la planète ne dépendrait-elle pas d'une augmentation importante, donc dangereuse, de l'énergie nécessaire ?

La tendance de la production actuelle pour un même usage est d'augmenter la consommation énergétique : la production d'une poutre en acier ou d'une poutre en aluminium exige beaucoup plus d'énergie que celle d'une poutre en bois ; le chauffage électrique signifie un rendement énergétique faible. D'autre part, les ressources énergétiques de la planète ne sont que partiellement exploitées.

L'hydroélectricité — forme différée d'énergie solaire — est l'une des énergies les moins dommageables à l'environnement bien que les barrages entravent la circulation du limon qui comble les lacs et perturbe ou empêche l'émigration de certains poissons. Ces défauts ne peuvent être condamnés en eux-mêmes, ils sont à considérer comme le revers d'un avantage. Toutefois, ils peuvent être probablement limités par le type de barrages construits et par leur entretien. Les puissants fleuves d'Afrique et d'Amérique latine ainsi que de nombreux petits cours d'eau et petites chutes restent délaissés. La production hydroélectrique pourrait être multipliée alors que le coût de l'usage industriel, agricole et domestique de l'électricité serait diminué. L'utilisation de la biomasse, d'éoliennes, de capteurs solaires, ou la géothermie peuvent compléter l'hydroélectricité. Ne dénions pas un avenir à la fusion

nucléaire, à l'utilisation de l'hydrogène, au lancement de satellites solaires.

Dans la mesure où l'énergie technologique s'ajoute au flux solaire, il y a une limite à la production d'énergie due au réchauffement induit par sa dégradation en chaleur. Cette énergie ne représente que 1/16 500 du flux solaire ; pour que le réchauffement général devienne gênant, il faudrait qu'elle atteigne 1 % de ce flux.

Les préhistoriens constatent que les gisements superficiels de silex ont été partiellement épuisés par les hommes de l'âge de pierre. A l'âge de pierre a succédé l'âge de fer. La quantité importante mais cependant limitée des minéraux aujourd'hui utilisés sur cette planète ne dessine pas en elle-même les limites possibles du développement matériel. La place centrale attribuée par le capitalisme à la transformation de la matière lourde et inerte, contrairement aux modes de production antérieurs, n'est qu'une étape. La production future sera probablement fondée en grande partie sur une mise en œuvre de techniques de communication, dont le support matériel est réduit, sur l'utilisation de matériaux aujourd'hui délaissés ou peu utilisés et sur la domestication élaborée de la matière vivante. Ces technologies n'en devront pas moins être insérées dans une pratique qui s'accorde aux nécessités du fonctionnement de la biosphère. C'est ce que souligne l'écologiste Duvigneaud (« Bioconversion de l'énergie solaire : énergie, matériaux, matière », *Etudes et recherches*, 1981) : « Lorsqu'on voit dans la grande presse, ou dans certains milieux scientifiques intéressés, l'engouement, l'extrême importance accordée à la *biotechnologie* en tant que science miracle qui va sauver le monde par l'ingénierie génétique, on se demande si de Rosnay n'a pas soulevé là un lièvre qui est en train de se transformer en tarte à la crème et qui risque de devenir, ce serait bien le cas de le dire, l'arbre qui va cacher l'écosystème forêt.

» Car, pour nous, *le problème est avant tout écologique et de là agricole* ; il faut bien mieux connaître les écosystèmes et leur fonctionnement, sans oublier leur bilan d'eau et leurs cycles biogéochimiques ; il faut utiliser au mieux la productivité biologique d'écosystèmes forestiers, agricoles, aquatiques ou autres, améliorés dans leur composition et leur structure, réalisant avec un maximum d'efficacité la bioconversion de l'énergie solaire et du CO_2 atmosphérique, fournissant les quantités les plus grandes possibles des biomasses les plus variées, pour en tirer un maximum d'aliments, de fibres, de matériaux de construction et d'ameublement, de pâte à papier, de combustibles solides, liquides ou gazeux, de matières premières pour une industrie chimique rénovée, matières premières comportant entre autres les substrats sur lesquels microbes et enzymes améliorés et contrôlés puissent exercer leur action. »

Développement des forces productives ?

Les forces productives sont les capacités humaines et les instruments dont elles se dotent pour transformer le milieu. Le capitalisme a détruit les entraves traditionnelles à leur développement. Il a été un formidable moyen de mobilisation des forces humaines et des forces naturelles. Il est devenu une entrave à un déploiement amplifié des capacités humaines possibles.

La mobilisation exceptionnelle par le capitalisme des forces humaines et naturelles s'est toujours accompagnée d'une stérilisation ou d'une destruction exceptionnelle de ces mêmes forces : détérioration du milieu, asservissement du travail, chômage, guerre...

Après une période de ralentissement et de stagnation, la deuxième guerre mondiale a ouvert une phase d'expansion sans précédent de l'économie. Durant les dernières décennies, le capitalisme a encore manifesté sa capacité à faire croître les forces productives, mais il les a fait croître à un coût plus élevé que jamais pour la nature, pour l'humanité et pour la continuation même du développement de ces forces productives.

Une phase de gâchis ne succède pas à une phase de mobilisation des forces productives humaines et naturelles et une phase de décadence à une phase de progrès, mais gâchis et décadence accompagnent et finissent par rattraper mobilisation et progrès.

Les forces productives de la société entrent en collision avec les rapports de production existants. La valeur devient une entrave au développement des forces productives, elle oriente ces forces dans des directions qui se retournent contre leur développement.

Le mouvement contre la valeur ne surgira pas d'une prise de conscience « subjective » de l'écart entre ce qui serait et sera possible sur d'autres bases, mais surgira d'une contradiction « objective » entre forces productives et rapports de production. Cette contradiction

est perçue subjectivement au travers d'idéologies économistes et écologistes. Ces idéologies s'imaginent toutefois annuler cette contradiction en conservant la valeur censée capable de se dépasser elle-même. Ces contorsions idéologiques sont une illustration de la caducité historique de la valeur alors qu'elles cherchent à évacuer la nécessité de sa destruction.

Le capitalisme ne s'écroulera pas ou ne s'asphyxiera pas sans réaction. Il va réagir, il réagit déjà comme le montrent les tentatives de restructuration idéologique. Sur le plan matériel, dans les pays occidentaux industrialisés, les investissements de type écologique (préservation de l'environnement, dépollution, économies d'énergie...) atteignent 2% du produit national brut. Cela reste faible mais ce n'est qu'un début et ces investissements signifient surtout une charge, même si celle-ci devient nécessaire pour le capital. Ces investissements correspondent à de nouveaux débouchés et à la possibilité de profits pour les investisseurs mais, pour l'essentiel, ils pèsent sur la rentabilité générale. Soit qu'ils substituent des procédés plus coûteux à des procédés qui l'étaient moins, soit qu'ils s'inscrivent en déduction de gains possibles. Les problèmes sont déplacés plutôt qu'ils ne sont résolus. Le temps viendra où le capitalisme devra les affronter plus directement et tenter de se réorganiser en conséquence. La pollution ne se résorbera pas d'elle-même et s'inscrira de plus en plus dans la réalité économique et sociale. L'activité révolutionnaire y sera sans cesse confrontée. La théorie révolutionnaire doit distinguer le plus nettement possible la réorganisation capitaliste de sa subversion. Le caractère de cette subversion est déterminée par la profondeur et la nature des difficultés du capital.

L'intention et la phrase révolutionnaires masquent souvent une incapacité ou une faillite de la pensée révolutionnaire elle-même. Le désir de se démarquer du productivisme, de l'industrialisme, de l'économisme conduit certains à céder à l'écologisme. En réaction à l'idéologie bourgeoise, en particulier sous sa forme stalinienne, ils confondent développement des forces productives et productivisme. Ils concluent au développement suffisant et même au trop grand développement des forces productives par le capitalisme et à la nécessité de mettre fin à ce développement.

Le stalinisme a pu sembler incarner cette absurdité en poursuivant un développement capitaliste sans capitalistes. En réaction à cette absurdité, le développement des forces productives et même l'acte de produire apparaissent à certains comme liés aux rapports de production capitalistes ; les forces productives ne sauraient entrer en contradiction avec les rapports de production capitalistes mais en seraient solidaires ; le développement des forces productives serait une caractéristique du capitalisme ; l'allure et l'orientation de ces forces seraient adéquates aux rapports de production dans lesquels elles se développent et se modèlent. Le capital, rapports de production et forces productives confondues, se heurterait à des limites conçues comme externes : la nature, les besoins humains, le prolétariat...

Les forces productives sont effectivement et profondément déterminées dans leur aspect par les rapports de production dans lesquels elles se meuvent. Ces forces productives restent cependant une expression des capacités humaines même si elles expriment aussi les limites historiques de ces capacités. Cela est valable en particulier pour le capitalisme et « l'industrie, livre ouvert des facultés humaines ». Les forces productives de chaque époque s'inscrivent dans une évolution de l'espèce humaine se résumant dans une appropriation toujours plus importante des forces naturelles.

La réalité du capital a toujours été celle de l'opposition entre forces productives et rapports de production, rapports se modifiant finalement au profit de ces forces. Ce qu'il y a de nouveau, c'est que la valeur elle-même et non telle ou telle forme de propriété, d'organisation, devient une entrave au développement des forces productives. Mais jusqu'à quel point, selon quelles modalités, dans quels délais sont-elles entravées ? Le point décisif ne saurait être la baisse ou l'inversion des taux de croissance économique ou bien même la baisse du pouvoir d'achat ou la montée du chômage correspondantes. Ce qui importe, c'est le type d'entrave exercée.

Une intensification de l'activité humaine sur la nature et une multiplication de ses moyens supposent la fin du productivisme, de l'industrialisme, de l'économisme. La production pour la production — avec la destruction corollaire — est devenue une entrave à l'épanouissement des capacités humaines et à l'accroissement de la production. La fin de la valeur entraînerait un redéploiement des forces productives associant à la libération de l'initiative de chacun la capacité de l'espèce humaine à se pratiquer comme un ensemble unique.

Le capitalisme a rendu plus efficace l'activité productive, réduisant la part du travail nécessaire à la production des marchandises et intégrant à son procès une part croissante de la force de travail de l'humanité. Cette efficacité productive peut croître encore dans certains cas, dans la mesure notamment où elle dépend de l'initiative aujourd'hui bridée des producteurs. Des « économies d'échelle » pourraient être réalisées pour certains produits dont la fabrication ne dépendrait plus d'entreprises différentes, une différenciation et un renouvellement superflus de leur aspect pourraient être éliminés. De nouveaux procédés de fabrication plus efficaces que ceux qui existent actuellement pourraient apparaître. La fin du capitalisme n'est pas la fin des facultés d'invention des hommes.

Mais cette efficacité technique sera réduite, dans la mesure où elle détruit des hommes et des ressources naturelles, comme cela est le cas actuellement. Les rythmes et les procédés ne seront plus ceux principalement soumis à l'économie du temps de travail. C'est à ce prix que seront intégrées à l'activité productive les ressources humaines et naturelles aujourd'hui négligées.

Si le capitalisme a intensifié la productivité du travail, il maintient hors de la production une grande partie de la population et en emploie une autre partie à des activités inséparables du maintien de son ordre social. Les chômeurs, les trop vieux, les trop jeunes ne contribuent pas à la production des pays industrialisés. Dans les autres pays, nombreux sont ceux qui — exclus de la production traditionnelle — végètent sans être réintégrés dans la production capitaliste. Cette production traditionnelle reste souvent tributaire de moyens rudimentaires ; son efficacité s'accroîtrait avec des apports extérieurs même limités.

La plus grande partie de la matière de l'univers connue reste inaccessible à l'usage humain.

L'utilisation par la société humaine des ressources naturelles disponibles reste tributaire de ses moyens techniques et du temps qui peut être affecté à cette production. Constater l'existence de telle ou telle ressource utile dans la nature n'entraîne pas systématiquement son utilisation qui serait permise par les connaissances et les procédés humains. Ces connaissances et ces procédés n'impliquent pas pour autant une mise en œuvre socialement valable. L'utilisation de nombreuses ressources peut excéder les forces et le temps dont dispose la société (des ressources considérables, comme les métaux dissous dans les océans ne sont récupérables, tout au moins sur la base des connaissances actuelles, qu'en faible quantité).

Tout ne deviendrait pas possible avec la fin du capitalisme ; tout ce qui est techniquement envisageable ne pourrait pas être généralisé simplement parce que les limites financières disparaîtraient. L'humanité répartissant ses forces et les utilisant au mieux de ses besoins, cela n'entraînerait pas la fin de toutes limites, mais celles-ci ne s'exerceraient plus par le biais de la valeur. Celle-ci fondée sur l'économie du temps de travail nécessaire limite de plus en plus le temps disponible actif de l'humanité : la productivité du travail augmente mais des forces humaines croissantes ne sont plus affectées à la transformation matérielle de l'environnement.

Profit et temps de travail.

Le capital ne définit pas des activités utilisant et ménageant les ressources de la planète, cela ne correspond pas à sa logique. Il n'est pas rentable d'économiser l'eau ou l'énergie, de récupérer le soufre qui empoisonne l'atmosphère, quitte à en extraire ailleurs pour les besoins de l'industrie. Il n'est pas rentable non plus de recycler les métaux utilisés. Le capital oriente ses investissements, les différents capitaux entrent en concurrence en fonction des profits escomptés et non pas en fonction d'une connaissance des besoins humains et des possibilités de la biosphère afin de les accorder.

Le profit est traditionnellement dénoncé comme surplus approprié par les exploiteurs, mais les conditions permettant le profit et dont il est le régulateur sont plus rarement saisies et critiquées. La dénonciation même du profit comme appropriation privative d'une partie de la valeur engendrée par le travail cache généralement le rapport social et le rapport à la nature auxquels le profit est lié. Le profit est attaqué, la valeur est oubliée. La richesse capitaliste s'exprime en valeur et se fonde sur la dépense en temps de travail pour la production. Critiquer le capitalisme, c'est critiquer ce rapport entre temps de travail et richesse, c'est critiquer l'orientation des forces productives selon les économies réalisables en temps de travail. La destruction du capitalisme implique la destruction de ce rapport et de cette orientation.

Le mouvement ouvrier a, au contraire, dénoncé le profit pour exalter le lien entre la richesse produite et le temps de travail du pro-

ducteur... La réalité de ce lien lui échappait ; il signifie argent et profit, aliénation de l'activité productive et tendance capitaliste à réduire le travail nécessaire dans le procès de production pour augmenter le surtravail approprié par le capital. Cette réduction du travail nécessaire à la production des marchandises est la condition du dégagement du profit, de l'expansion de ce procès de production et de l'expansion du nombre de travailleurs qu'il intègre.

Des révolutionnaires prônant la fin du salariat théorisaient une comptabilité directe en temps de travail ; les richesses seraient évaluées et échangées en l'absence de l'argent, parce que celui-ci signifie évaluation indirecte en temps de travail et permet des échanges spoliateurs. Ils souhaitaient que le temps de travail fourni par l'ouvrier ne puisse plus être en partie et subrepticement approprié par un intérêt antagonique à l'ouvrier, alors que cet antagonisme réside dans la domination de l'évaluation du temps de travail impliquant l'asservissement de l'activité productive par la valeur.

Marx, critiquant en 1875 le programme de Gotha, soulignait, contre les assertions du parti ouvrier allemand, que le travail n'est pas la source unique de la richesse sociale. Il le disait déjà dans *le Capital*. Le travail partage ce privilège avec la nature et reste lui-même une force naturelle. Le capitalisme produit des marchandises à partir de la nature et du travail humain, mais le rapport qu'il entretient avec eux est la négation à son profit des caractéristiques et des besoins des deux sources de la richesse marchande.

La mesure de la richesse par le temps de travail et la nécessité capitaliste d'économiser ce temps dépensé dans la production des richesses ne tiennent pas compte de la rareté ou de l'abondance des ressources naturelles, de leur caractère non renouvelable, de la rapidité ou de la lenteur de leur reproduction. L'activité humaine ne s'organise pas en fonction de la diversité et de l'unité des processus naturels exploités, mais les ignore et les perturbe au fur et à mesure que croît son efficacité. Qu'une ressource soit abondante dans la nature n'entraîne pas un prélèvement ou une transformation plus rapide et plus aisée, la rareté d'une ressource qu'elle soit ménagée. Le pétrole bien moins abondant que le charbon l'a emporté sur celui-ci comme combustible ou carburant. L'eau est une ressource indispensable et relativement rare sous une forme consommable ; facilement accessible, elle est gâchée et dégradée.

L'économie du temps de travail et la multiplication corollaire des valeurs exprimant du temps de travail détruisent les richesses naturelles ; une mesure propre à l'homme prime sur les caractéristiques de son milieu. Cette opposition n'est pas simple primat de l'homme générique sur les caractéristiques du milieu. Le travail reste un rapport au milieu, et la valeur exprime la plus ou moins grande facilité que le milieu, dans sa diversité, offre à son exploitation par le travail. Travail et valeur ne sont pas une donnée naturelle de l'homme en général, mais un résultat historique et un certain rapport en évolution de l'homme à lui-même. L'homme n'exploite pas la nature pour ensuite et séparément s'exploiter : son rapport à lui-même et à la nature sont les deux aspects d'une même chose. La valeur est, autant qu'elle est l'exploitation et la négation de l'environnement, l'exploitation et la négation de la force de travail, de ses aptitudes et de ses besoins. Elle exprime également la difficulté pour l'humanité à s'unifier en s'unifiant à la nature : une multitude de procès de production distincts se font la guerre au détriment de leurs travailleurs et de leur base naturelle commune.

L'échange sous sa forme marchande a été une réponse tardive à un problème ancestral de l'humanité. Il est un lien contradictoire entre les hommes, à la fois dépassement et reproduction d'une séparation. Ce résultat historique, ainsi que la valeur et sa détermination par le travail, a lui-même ensuite subi une transformation historique. La marchandise devient capital et la valeur renforce son autonomie par rapport au travail, devenu travail salarié. La productivité du travail vivant s'accroît au prix de sa soumission aux machines et au procès de production que l'activité humaine a engendré et dont elle tend à devenir un appendice. La formidable capacité productive engendrée continue à s'orienter en fonction de misérables économies en temps de travail, et la fantastique richesse produite de s'évaluer sur la base étroite de la valeur. L'efficacité productive atteinte engendre, sur cette base, les dégâts recensés par les écologistes, mais cette opposition ouverte à la nature est le résultat du développement d'une contradiction sociale.

La valeur disparaît avec la fin du rapport social dont elle est l'expression autonomisée. Le prolétariat ne la détruit pas comme réalité extérieure à lui-même, mais immédiatement en se niant comme support, en se niant comme travail asservi.

Même si cela n'éclate pas encore au grand jour, il y a identité entre, d'une part, la possibilité pour le prolétariat de nier sa condition avec l'efficience atteinte par le travail, la perte de son sens et de sa spécificité, et, d'autre part, les conséquences de cette puissance productive aveugle sur la société et sur la nature.

Découverte écologiste des limites de la valeur.

La question de la valeur et de sa critique, incomplète ou ignorée du mouvement ouvrier et même de ses éléments les plus radicaux, resurgit pour embarrasser écologistes et économistes. Ils ne peuvent ni refouler une question ni vraiment la comprendre. Cela est remarquable et significatif d'une situation où apparaissent les limites historiques de la valeur.

Les penseurs écologistes les plus profonds, tels l'Américain Commoner et le Soviétique Boris Komarov, discernent le caractère radical de l'opposition entre intérêts économiques et préservations des richesses naturelles, entre la valeur économique et la valeur sociale de ces richesses naturelles. Pourquoi les investissements s'effectuent-ils dans telle voie plutôt que dans telle autre ? En fonction de quels critères pourraient-ils et devraient-ils s'effectuer ? Comment estimer la valeur des richesses naturelles et comment pouvoir les comparer à la richesse marchande que leur destruction ou leur détérioration pourrait engendrer ?

Commoner répond que « pour décider, d'une façon rationnelle, de l'opportunité de remplacer le coton par le nylon, nous devrions comparer ces deux matières premières en tenant compte des points suivants : importance des apports énergétiques nécessaires à la production, effets sur l'environnement des résidus de la production, tels que pesticides, engrais et émissions d'éléments polluants par les usines productrices ; durée d'usage du produit et effet sur l'environnement des opérations nécessaires à son entretien (c'est-à-dire, blanchissage, repassage). Cet ensemble de données devrait permettre de concevoir une méthode d'utilisation rationnelle de l'un et l'autre de ces deux produits concurrents. Par exemple, si l'analyse démontrait que la valeur sociale du coton est généralement supérieure à celle du nylon, sauf en ce qui concerne le repassage que n'exige pas ce dernier produit, il pourrait s'avérer utile de chercher à obtenir des tissus de coton infroissables, ou encore d'encourager des modes vestimentaires qui n'exigeraient pas le repassage des tissus. Mais ce qui importe avant tout, c'est de faire ressortir clairement quels peuvent être les avantages et les inconvénients de chacun des deux produits, afin de parvenir à un choix rationnel du point de vue de la société ». (*L'Encerclement*, 1972.)

Pourquoi précisément la comparaison n'est-elle pas posée en fonction de ces critères-là et de cette manière directe ? Commoner ne répond pas à cette question et ne peut y répondre, il oublie une donnée centrale, la dépense en temps de travail. C'est en fonction des économies de temps de travail réalisables que le nylon, au détriment du milieu, l'a emporté. La société n'a pas eu à choisir. Ce qu'elle est a déterminé son choix, aussi sûrement qu'elle empêche d'apprécier directement et globalement les diverses possibilités.

Les richesses, selon le canon idéologique des capitalismes orientaux, doivent être évaluées selon le temps de travail dépensé. Ce qui, chez Marx, était analyse d'une réalité devient une norme à appliquer. Aussi le Soviétique Komarov, en réaction à l'idéologie officielle, est-il conduit, parlant de la restauration des sites de mines et de carrières, à opposer « dépenses de travail » et « valeur sociale ». Il écrit : « Pour y intéresser les entreprises, il faudrait calculer la valeur des travaux de remise en culture, non pas sur la base des dépenses de travail comme on le fait maintenant, mais sur la base de la valeur sociale des terres recultivées. » (*Le Rouge et le vert*, 1981.)

Pour rendre perceptible le gâchis des richesses naturelles, Komarov estime ce qui est sacrifié par comparaison à la valeur de marchandises. La valeur des eaux du lac Baïkal, 8% des réserves d'eau douce du monde entier, peut être estimée au prix de l'eau potable à cinq fois le P.N.B. annuel soviétique. Dans l'Oural, un hectare de forêt produit une quantité d'oxygène 45,2 fois supérieure à celle que l'on pourrait acheter avec le prix de son bois.

Que signifie ces comparaisons ? Faudrait-il s'empêcher d'abattre un arbre tant que le rapport du prix de l'oxygène et du bois ne le justifiera pas ? Le lac Baïkal, s'il faut estimer sa valeur, verra-t-il la sienne réduite au prix de son eau ? Il recèle une faune et un équilibre écologique uniques issus de l'évolution ancienne et autonome d'un grand milieu d'eau douce. Sa dégradation serait une perte plus grave que celle du lac Lagoda ou des grands lacs américains, moins originaux et plus

récents (quelques milliers d'années d'âge contre vingt-cinq millions au Baïkal).

Conférer une valeur marchande à des richesses non marchandes, des richesses qui ne sont pas le résultat d'un travail, des richesses qui ne sont pas reproductibles, ne peut permettre de fonder des choix, de peser avantages et désavantages, de renoncer à certaines activités pour en développer d'autres. Cette attitude traduit une incompréhension de ce qui fonde la valeur.

Pour un hectare de forêt ou pour le lac Baïkal, il est possible de déterminer ce qui est détruit et les agents en cause. Il est souvent difficile d'évaluer les dégâts, ceux-ci peuvent provenir d'une multitude de causes et de leurs interférences. Comment estimer véritablement l'importance et les répercussions des rejets de soufre sur le plancton marin ? Quelle quantité de nourriture et d'oxygène est perdue ? Quelle est l'influence des divers facteurs qui élèvent le taux des cancers dans les grandes villes et comment estimer le coût ou le gain de ces pertes humaines ? Comment comparer un avantage présent avec l'effet à très long terme pouvant en être le revers ?

Des écologistes et des économistes souhaiteraient modifier les conditions du jeu économique pour que les agents économiques tiennent compte de ce qu'ils appellent les « coûts externes », effets non comptabilisés de l'activité économique qui dégradent les conditions de la vie sociale et pèsent indirectement sur la rentabilité économique.

Dans *l'Inflation au cœur* (1975), Jacques Gallus et Michel Rocard écrivaient que « la société à venir aura à faire face à certaines contraintes matérielles plus sévères que les époques passées ne connaissaient pas. La science économique doit en tenir compte et intégrer à son champ de travail tout le domaine de ce qu'on a appelé l'économie externe, c'est-à-dire les effets à la marge de l'utilisation du capital et du travail. Car ces effets à la marge sont devenus si importants qu'ils ne peuvent plus être négligés : pollution, allongement du temps de travail par le temps de transport, épuisement de certaines ressources naturelles et de nombreux autres phénomènes nouveaux doivent désormais occuper une place conséquente dans le calcul économique sous peine de frapper celui-ci de nullité ».

Arriverait-on à évaluer et à intégrer au fonctionnement économique ces « coûts externes », le problème ne serait pas réglé pour autant. La crise de la rationalité économique n'est qu'un effet de la crise du système économique, non l'inverse comme sont portés à le croire les économistes et les politiciens. Si la valeur n'était qu'une mesure des biens à l'aide d'une règle, l'argent, la solution pourrait provenir de l'amélioration des procédés de mesure. Les « coûts externes » ne se sont pas développés parce que les capitalistes et leurs économistes n'auraient pas trouvé la bonne méthode pour les prévenir, mais parce que la bonne méthode n'aurait tout simplement pas permis le maintien des taux de profit à un niveau satisfaisant. Les gains de productivité qui s'effectuaient avaient des conséquences redoutables pour l'environnement et parfois, par contrecoup, pour des activités économiques. Ils permettaient cependant d'alimenter en profit le moteur économique dût-il rejeter du plomb et de l'oxyde d'azote. Pour un capitalisme non polluant, il faudrait trouver non pas de nouvelles méthodes économiques, mais des progrès techniques permettant d'augmenter la productivité sans attaquer sa base naturelle. Sur certains points, grâce au développement de la biologie appliquée ou de l'utilisation de l'électronique, une amélioration est possible.

Aujourd'hui, l'intervention humaine concerne et modifie de nombreux phénomènes naturels à la surface de la planète. Mais la difficulté ne surgit pas de l'intégration de l'ensemble de la biosphère à l'économie, à l'univers des valeurs d'échange, tout devenant économique. L'économie manifeste au contraire une incapacité constitutive à intégrer le monde naturel. Elle ne peut se reproduire et s'élargir qu'en opposition à une base naturelle formée de valeurs non économiques, gratuites. Le capital reproduit en l'élargissant la sphère des valeurs se mesurant et s'échangeant entre elles, cette reproduction élargie reproduit et accentue l'antagonisme entre le monde de l'économie et le monde de la nature. Antagonisme également entre les unités économiques puisque l'autonomie financière des entreprises n'empêche pas les facteurs et les déchets de la production de se trouver en contact direct et involontaire pour produire des effets généralement anti-humains et antiproductifs. La multiplication de ces effets inquiètent ; certains technocrates prennent l'accent des poètes, des économistes deviennent soudain sensibles à la destruction de la nature quand le développement de l'économie menace l'économie.

La critique faite par Marx.

Gallus et Rocard souhaiteraient une réhabilitation de la théorie marxiste de la valeur-travail ; selon eux les économistes auraient oublié « le coût réel de la production en termes d'utilisation du travail, du capital et des ressources naturelles ». Ces imbéciles distingués n'entendent rien à la critique de Marx et à son analyse du rapport entre travail et valeur ; pas plus que leurs collègues des pays de l'Est qui eux imputent au contraire le gâchis économique et écologique à l'application de la théorie de Marx à une réalité qui se rebiffe.

Marx ne s'est pas préoccupé de dégager une méthode pour évaluer des coûts de production. Sa critique de la valeur consistait d'abord — contre ce qu'il appelait le fétichisme de la marchandise — à dévoiler le caractère relatif de l'autonomie du monde de la valeur : dans l'échange, y compris celui de la force de travail contre un salaire, les différentes marchandises semblent n'avoir de comptes à rendre que les unes par rapport aux autres. Or cet univers fantastique de la valeur avec sa capacité de régulation est un rapport au travail humain et à la nature ; le travail et la nature ne sont pas des marchandises et n'ont pas de valeur. Marx introduit la distinction décisive, mais souvent oubliée, entre travail et force de travail échangeable, cette dernière seulement étant une marchandise.

Le travail et la nature sont les sources de la richesse, mais seul le travail est base de la valeur. Cette dernière idée se heurte au fait que le coût de production d'un bien est le résultat de ces trois facteurs régulièrement en jeu que sont la force de travail et son salaire, le capital utilisé dans la production, les richesses naturelles brutes (la terre, l'eau...). Ce coût de production s'augmentera du profit pour donner le prix de vente.

Le prix se décompose en d'autres prix : prix du travail, du capital et des ressources naturelles non travaillées. Cela reste pourtant superficiel et mystificateur. Superficiel car si ce prix est effectivement la somme d'autres prix augmentée d'un profit, cela ne nous renseigne pas sur l'origine et la nécessité de la forme prix. Mystificateur car prix et valeur en arrivent à être posés comme des réalités naturelles, des données de départ. L'exploitation du travail n'est pas comprise comme cause de la valeur, et le temps de travail dépensé comme base de la valeur. Le travail est faussement réduit à la force de travail et à son prix, le salaire ; le capital est posé comme une richesse en soi alors qu'il est lui-même un résultat du travail ; des éléments naturels, qui ne sont pas le résultat du travail, se voient reconnaître une valeur et donnent droit à un revenu, la rente foncière. Marx rappelle le primat de l'activité humaine, mais cette activité humaine, travail exploité et aliéné, se nie dans le monde de la valeur qu'elle engendre et se dresse contre la nature dont elle émane.

Si la base de la valeur est le travail, la valeur est redistribuée au sein du monde des marchandises suivant des nécessités économiques propres : variation de l'offre et de la demande, péréquation du taux de profit, attribution de la rente foncière. Ainsi le prix d'un produit ne peut être évalué qu'en fonction de l'argent ; par l'argent, il se mesure aux autres marchandises et non au travail qui l'a engendré.

Le dépassement de la loi de la valeur ne signifie pas une estimation directe des produits de l'activité humaine en termes de dépense en temps de travail, complétée ou corrigée éventuellement par une estimation de la valeur de ressources naturelles en fonction de leur disponibilité. Ce dépassement est fin de l'opposition entre les forces naturelles et cette force naturelle particulière qu'est l'activité productive humaine.

La force de travail humaine voit son utilité, sa capacité productive, exploitée pour engendrer, à partir d'utilités naturelles, le monde double de la marchandise, toute marchandise étant par définition valeur d'usage et valeur d'échange. Ce dédoublement entre deux sphères associées en chaque marchandise sans jamais se confondre exprime et scelle l'opposition du travail humain à la nature. De la rencontre de ces deux forces, la nature et l'homme, dans le procès de travail capitaliste naît le monde de la valeur distinct de celui des valeurs d'usage. En chaque marchandise, deux aspects ; sur la planète, deux parties : le monde de l'économie et le monde non économique.

La fin de la valeur, la fin de l'évaluation par la dépense en temps de travail, signifie la fin de cet aspect double des produits de l'activité humaine et la fin de cette opposition entre un monde des marchandises et une sphère constituant la base du monde de la marchandise. L'économie et ses lois sont dissoutes dans une nature humanisée.

L'idéologie écologiste, elle, joue de l'opposition et du mariage entre écologie et économie. D'un côté, il y a les lois de l'économie

mais, de l'autre, il y a les nécessités écologiques. Il faudrait qu'elles s'arrangent entre elles, dit-on de tout côté. Sauf pour quelques radicaux selon lesquels la société devrait s'appuyer sur la science écologique plutôt que sur la vieille économie politique. Un Bookchin n'hésitera pas à rouler la *critique* de l'économie politique de Marx dans une drôle de farine pour affirmer : « C'est paradoxalement l'écologie qui approche le plus de la conception marxienne de la science comme dialectique ; elle en est plus proche même que l'économie politique si chère à Marx. » (*Spontanéité et organisation*, 1972.)

Trois écologistes : Commoner, Illich, Komarov.

Les écologistes viennent buter sur un problème, mais ne peuvent pas en reconnaître la nature. Commoner se montre l'un des plus radicaux lorsqu'il écrit qu'il ne reste plus qu'à « choisir entre deux options : soit une organisation rationalisée de l'usage et de la distribution des richesses terrestres au bénéfice de la communauté humaine, soit la venue des temps barbares ». Mais il ne définit pas les forces sociales capables de contrer « la force d'inertie de tout un système économique et politique » et de « modifier le cours de l'histoire » comme il le reconnaît nécessaire. Il note, en 1972, que « l'apparition d'une crise dans le système écologique devrait être envisagée comme le premier signe d'une crise prochaine dans le système économique ». Selon lui, quand « vient l'heure de payer le prix des dommages subis par l'environnement, la charge est beaucoup plus lourde pour les travailleurs que pour les possesseurs de capitaux ; il n'y a plus alors d'avantages "amortisseurs" et le conflit entre deux classes économiques apparaît en pleine lumière ». Cependant il cite sans le critiquer le point de vue de Robert Heilbronner qui écrit : « Il est possible que les classes dirigeantes du capitalisme reconnaissent — peut-être plus clairement encore que la masse des consommateurs — la gravité et la proximité de la crise écologique, et qu'elles estiment que leur unique chance de salut (en tant qu'êtres humains et non pas seulement en tant que privilégiés) est de postuler des emplois officiels et d'autres postes de responsabilités similaires, ou peut-être de se résigner à bénéficier d'une part moins importante du revenu national, en saisissant qu'il s'agit là de leur unique chance de salut. Autrement dit, confrontée à une nature devenue hostile et non plus simplement à une classe sociale ennemie, on peut penser que des changements sociaux lui paraîtront possibles qui, en temps normal, auraient paru inimaginables. » (*Ibid.*)

Commoner cherche des palliatifs dans un musèlement du libre jeu de la valeur déjà habituel au capitalisme moderne : subventionner ce qui n'est pas rentable pour que « des entreprises fondées sur des bases écologiques différentes aient des rythmes de rendement différents ». Le régime de la libre entreprise serait lui-même sans doute probablement condamné, mais au profit de quoi ?

Le « Rapport sur les limites de la croissance » du Club de Rome décrète que des « capitaux seront transférés dans le secteur agricole et celui des industries élémentaires même si ces investissements ne sont pas considérés comme "rentables" ». Est laissée en suspens, la définition des instances et des moyens, qui permettront de contourner ce manque de rentabilité. De telles mesures ne pourraient que s'accompagner ou justifier un renforcement de l'Etat, seul apte à se dresser au-dessus des intérêts économiques concurrents pour modifier le partage de la valeur produite. Faut-il encore qu'il y ait suffisamment à partager.

Critique de la société industrielle, Ivan Illich, devenu l'un des inspirateurs du mouvement écologiste puis plus récemment de la Banque mondiale pour le développement, reproche à Commoner de vouloir « plutôt réoutiller l'industrie qu'inverser, à la racine, la structure de base de l'outil ». (*La Convivialité*, 1973.) Son inversion radicale et conviviale peut fort bien et même finalement doit s'accommoder de l'Etat et de l'argent. Encore que Illich préfère laisser à d'autres ces délicates questions. « L'adoption d'un mode de production convivial ne préjuge en faveur d'aucune force déterminée de gouvernement, pas plus qu'elle n'exclut une fédération mondiale, des accords entre nations, entre communes, ou le maintien de certains types de gouvernements traditionnels. » Il ajoute : « On dira que la limitation de l'outillage restera lettre morte tant qu'*une nouvelle théorie économique* n'aura pas atteint le stade opérationnel pour assurer la redistribution dans une société décentralisée. C'est tout à fait exact, mais tel *n'est pas mon propos*. Je propose une théorie sur l'efficacité et la distribution des moyens de production, pas une théorie qui porte directement sur la réorganisation financière. »

Pour Illich, les outils à inverser sont en fait des institutions, telles l'école, la médecine, les pompes funèbres... D'instruments au service de l'homme, ces institutions seraient perverties et finiraient par le dominer. Renversons donc ce rapport en commençant par inverser l'usage de l'institution politique et juridique : « Rien dans la plupart des constitutions n'interdit de légiférer sur une limitation de la productivité, des privilèges bureaucratiques, de la spécialisation ou du monopole radical. En principe à condition d'être inversement orientée, la procédure législative et jurisprudentielle pourrait servir à formuler ce Droit nouveau et à le faire respecter. »

Cette dénonciation de l'outil devenu despotique s'effectue dans les termes d'une pensée instrumentale qui ne voit plus des rapports sociaux et des fonctions sociales mais des instruments se rebellant contre leur fonction originelle. L'école, la médecine... ne remplissent plus leur rôle. Mais quel rôle ? Celui-ci est-il défini par l'idéologie qui recouvre et qui cache une pratique sociale dont la véritable fonction doit être occultée pour permettre l'adhésion des employés et des usagers ? Ces institutions peuvent atteindre un point de crise, leur efficacité devient problématique, le capital lui-même commence à avoir besoin d'une autocritique.

Komarov craint les conséquences sociales d'une dégradation de l'environnement qui s'étirerait sur deux ou trois générations : « "Tant que le tonnerre ne tonne pas, le moujik ne se signe pas", dit le vieil adage. On peut donc toujours espérer que le tonnerre aura le bon goût de ne frapper que les successeurs ; à eux de se signer. Mais quand l'orage éclatera, il justifiera du même coup les mesures, d'autant plus abruptes qu'on aura tardé à les prendre. L'attentisme de notre "sommet" n'étonnera personne, mais pour la société le remodelage futur sous la pression du manque des biens naturels les plus indispensables risque d'aboutir à quelque "brave new world". Une société où la liberté de la personne ou le développement maximal de ses potentialités ne seront même plus des "thèmes de papier", car à ce moment il n'y aura pas davantage de papier disponible que d'autres ressources. Toute la vie sociale sera réglementée autant que le seront les cours d'eau. La jouissance de biens communs depuis l'aube des temps, tels l'eau pure ou un coin tranquille de forêt, sera soumise à un strict rationnement. [...] Si les gens ne savent pas les dimensions réelles de la menace, ils n'accepteront pas de plein gré les limitations qu'imposera toute action écologique efficace. Il n'en résultera qu'une chose : après les catastrophes écologiques, c'est par la contrainte qu'il faudra imposer les limitations. Avec toutes les conséquences qui en découlent... C'est pourquoi, créer l'illusion que la crise écologique peut être surmontée à l'aide de nos moyens actuels, économiques et idéologiques, que notre mode de gestion est capable d'éloigner le pays des récifs et des bancs de sable où risquent d'échouer tous les autres pays, c'est le crime inexpiable de la propagande soviétique. Inexpiable parce que conscient et prémédité. » (*Ibid.*)

Komarov évoque la nécessité de réformes importantes qui donneront « beaucoup de travail aux têtes politiques » mais lui-même ne définit pas de quel type elles devraient être.

Commoner, Illich, Komarov ressentent la nécessité d'une solution de fond. Leurs ouvrages peuvent contribuer à une critique réelle de la société capitaliste qu'eux-mêmes n'amorcent ici que pour l'enterrer là. Le mouvement écologiste se voulant politique, concret, abandonne bien vite ce que ses maîtres à penser ont de réellement radical, au profit parfois d'un verbiage pseudo-révolutionnaire. Ce mouvement recherche des solutions et des moyens d'action dans le cadre du système. Ils s'installent dans ce qu'ils prétendent contester.

Un bon exemple de ce verbiage est donné par les Amis de la terre qui s'en voudraient d'être des amis de l'Etat. Ils ramènent l'opposition entre étatisme et anti-étatisme à l'opposition entre autoritarisme et anti-autoritarisme, entre centralisation et décentralisation. Dans leur manifeste, ils prônent une « contestation radicale des outils et de l'Etat ». Cette contestation se transforme quelques paragraphes plus loin en un simple « refus de l'Etat », ils considèrent aussi que, dans « le domaine des institutions publiques, l'Etat sera progressivement dessaisi de ses pouvoirs ("dépérissement de l'Etat") ». (« Texte de base : l'Ecologie, la politique et les Amis de la terre », *Légitime Défense* n° 13, 1978.) Qu'est-ce que l'Etat sinon une concentration de pouvoirs ? Qu'est-ce que les institutions publiques sinon des expressions de l'Etat ? Sans doute est-ce aux élus de l'écologie que sera donnée mission de dessaisir l'Etat des concentrations de pouvoir qu'il exerce dans le domaine des institutions publiques. Mais il faut quand même se défendre : la France écologiste « renoncera aux armes nucléaires, chimiques, biologiques, et elle s'orientera vers des

méthodes de défense populaire où la non-violence jouera un rôle important ». Les Amis de la terre n'aiment pas l'autorité ; ils pourraient cependant accepter une certaine pénurie, à condition qu'elle soit librement acceptée : « nous refusons les pseudo-solutions autoritaires aux problèmes écologiques (éco-fascisme ou éco-technocratie), qui imposeraient la pénurie par contrainte ».

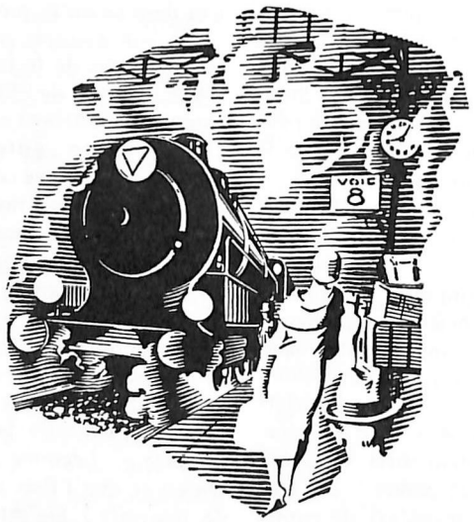
Dénonciateurs de l'autoritarisme, du fascisme, de la technocratie, les écologistes ont certainement raison de voir se profiler derrière la société nucléaire une société plus policière, mais le capital préférera toujours une société libérale avancée, basée sur l'autosurveillance et sur une répression discrète et démocratique.

Quelques années plus tard, le nucléaire s'étant imposé et la gauche étant au pouvoir en France, Brice Lalonde, vedette des Amis de la terre, considère les conditions réunies pour prêcher la pénurie. Dans *Libération*, il affirme : « On ne peut à la fois partager l'emploi et garantir les salaires. Il faudra bien dire un jour : vous ne pouvez avoir en même temps le beurre et l'argent du beurre. La solidarité, ce serait d'annoncer aux gens : vous avez voté pour la gauche, maintenant vous allez gagner moins. » Dans *Combat Nature* : « Il faut favoriser les horaires à la carte et le temps partiel sans alourdir les charges de l'entreprise... [Il faut] admettre l'idée sacrilège qu'il existe des patrons exploités et des travailleurs exploiteurs. » (Cité dans *Agora* n° 14, janvier 1983.)

Dominique BLANC.

(*La suite au prochain numéro.*)

☐ **Prochains épisodes** : V. La science comme pratique humaine ; VI. Un animal anti-écologique. — **Rectificatif**. Contrairement à ce qui est écrit dans la partie de ce texte publiée dans le numéro 5 (p. 8, 1re colonne, dernière ligne), l'ozone n'est pas un isotope de l'oxygène mais une structure moléculaire.



SOLIDARITÉ, PROLÉTARIAT ET CAPITAL POLONAIS DANS LA CRISE

MYTHES

ON NE PEUT parler de Solidarité sans le relier au mouvement initié en juillet 1980 qui l'a précédé et ensuite accompagné(*). Mais il faut parler aussi de la classe capitaliste polonaise à laquelle Solidarité s'est adressé, opposé, avec laquelle Solidarité a collaboré. On ne peut pas non plus laisser de côté le contexte de la courte vie de Solidarité : la crise polonaise encadrée et aggravée par la crise mondiale.

Depuis trente ans, la Pologne est le lieu de mouvements sociaux plus ou moins graves. Dominée économiquement et stratégiquement par l'U.R.S.S., confrontée à l'évolution mondiale du capital, son développement est tout sauf harmonieux et la lutte des classes y prend périodiquement la forme d'explosions violentes. En 1956, la classe capitaliste et Gomulka avaient été obligés de légaliser les conseils ouvriers (quitte, d'ailleurs, à les dépouiller très vite de toute substance), de développer la production de biens de consommation, et enfin de rendre les terres à la propriété privée. Un sérieux recul du pouvoir. Les grèves de 1970 avaient amené Gierek au pouvoir et celui-ci, appuyé par la fraction dite technocratique du P.O.U.P., avait tenté de résoudre le problème du développement par une ouverture au capital occidental, sollicitant son aide financière et technique. En 1976, l'annonce de la hausse des prix déclenche une explosion sociale qui doit être réprimée par une répression impitoyable. La crise mondiale qui s'approfondit accroît la concurrence et touche la Pologne à un moment délicat de son développement. La contraction de l'économie la gêne d'autant plus qu'elle manque de compétitivité et qu'elle est soumise à l'impérialisme russe. Cet impérialisme dont Jacek Kuron déclare : « La tragédie de la Pologne ne consiste pas dans le fait que nous sommes dominés par une superpuissance, mais dans le fait que la superpuissance n'a rien à nous offrir. »

En juin 1980, le gouvernement polonais, pris entre les contraintes extérieures et les problèmes internes non résolus (productivité faible, résistance passive des travailleurs, instrument et système de production inadaptés et vieillis), ne voit plus d'autre solution que l'abaissement du niveau de vie du prolétariat. Le 30 juin, il annonce la réorganisation du marché de la viande (croissance importante des prix). La réponse est imméd-

---

* « Solidarité, prolétariat et capital polonais dans la crise. Mythes » fut rédigé par un participant à la réunion publique que nous avons organisée le 29 janvier 1983, à Paris. Présenté par son auteur comme « quelques commentaires succincts sur certaines idées exprimées lors de la réunion sur Solidarité et la Pologne », ce texte n'était pas destiné à la publication. Il nous a semblé suffisamment intéressant pour qu'il le soit ici. [N.d.R.]

LE DÉSARROI DE KURON

DEVANT la faillite de la ligne qu'il avait prônée, Kuron s'est adressé de sa prison aux dirigeants clandestins de Solidarité afin qu'ils durcissent leur attitude et soient prêts à menacer les généraux, seul moyen pour les faire reculer : « L'action annoncée peut évidemment prendre la forme d'une grève générale illimitée. Mais ce serait donner aux généraux la chance d'attaquer simultanément tous les centres et de mettre à profit leur supériorité en hommes et en matériel. Si nous ne nous assurons pas au préalable la complicité de la majorité des soldats et des miliciens, la grève devra s'accompagner d'une attaque simultanée sur tous les centres de pouvoir et d'information, en accord avec la minorité de l'armée et de la milice qui se sera portée de notre côté. Nous pourrions également annoncer que cette attaque sera déclenchée dans le cas d'un assaut contre les grévistes. Nous pourrions légitimement supposer que la peur d'une attaque entraînerait le durcissement des généraux et des secrétaires, mais y a-t-il autre chose que la peur pour les amener aux concessions ? Lorsque vous déclarez que la résistance n'usera pas de la force, vous les induisez en erreur. Convaincus de leur sécurité, ils ne céderont pas d'un pouce. » (Lettre partiellement reproduite dans* **le Monde** *du 15 juin 1982.)

Nous voyons là, sans modestie, un coup de chapeau à ce que nous disions dans « Le 13 décembre de Wojciech Jaruzelski »* (la Guerre sociale *n° 4*) *contre ceux qui croyaient qu'un compromis était possible avant l'« état de guerre » ou que l'Etat n'« abuserait » pas d'une position de force retrouvée contre les ouvriers et les réformistes.

Pourtant, que l'on n'imagine pas que Kuron se soit — enfin — rallié à

nos positions. Il reste partisan du compromis avec l'Etat. Il ne critique pas sa stratégie antérieure, celle qui aurait permis « la victoire d'août, désormais irréversible » **(ibid.).** *Il admet qu'ayant engendré de tels succès cette stratégie puisse encore sembler possible, souhaitable, aux dirigeants de Solidarité. Mais la situation a changé... Du temps de Gierek, « son équipe voulait s'appuyer sur l'approbation sociale* **[...]**. *Aujourd'hui, les généraux et les secrétaires ont décidé de régner non seulement sans l'approbation de la société, mais carrément contre elle.* **[...]** *Le temps des illusions n'est plus »* **(ibid.).**

Qui a répandu les illusions ? Qui a permis que le prolétariat soit neutralisé face à Jaruzelski ? Kuron peut bien maintenant radicaliser ses conseils, la situation qu'il a contribué à faire surgir est infiniment moins favorable qu'elle ne l'était auparavant. Le prolétariat continue, encore, sous l'« état de guerre » prolongé, à manifester une remarquable combativité, à faire grève, à manifester, les réseaux à la base devant être en partie préservés. Mais il lui est très difficile de retourner la situation et de reprendre l'avantage. Le pouvoir tue ici et là, réprime des actions qui restent dispersées et limitées. Il ne ramollit pas de peur que la société ne lui saute à la gueule. Dans cette situation bloquée, un sursaut général et radical du prolétariat ne peut être exclu. Il nous paraît cependant plus probable qu'il ne pourra reprendre véritablement l'offensive, et sur de nouvelles bases, que lorsque le pouvoir bureaucratique se trouvera affaibli, et franchira une étape dans sa crise sur une échelle plus vaste que celle de la Pologne.

Kuron, constatant la colère et le désespoir répandus, craint l'impatience de la population et les actes incontrôlables. Voilà pourquoi il veut que Solidarité se radicalise et sorte de diate : grèves dans plusieurs villes. Instruit par l'expérience de 1970 et de 1976, le pouvoir pense éviter l'affrontement direct en négociant au niveau local avec les organismes qui se constituent spontanément. On peut remarquer que ces organismes ne disparaissent pas après l'aboutissement des négociations et ont tendance à subsister. Jusqu'en août s'installe une situation de grèves rampantes. Le gouvernement change alors de tactique et essaie la répression sur les leaders. Aussitôt, les grèves se généralisent dans l'agglomération de Gdansk, Gdynia et Sopot (chantiers navals). A Gdansk, aux chantiers navals, un comité de grève se constitue. On y trouve des militants clandestins des syndicats libres (dont Lech Walesa) et des délégués des travailleurs. De façon visible s'opère la rencontre du mouvement spontané et de ceux qui travaillent dans l'ombre, depuis 1978, à promouvoir une nouvelle organisation syndicale. Les revendications portent sur les problèmes économiques, les syndicats libres, l'accès aux media, la fin de la répression, l'abolition de certains privilèges. Ce comité s'élargit quelques jours plus tard en comité inter-entreprises, le M.K.S., constitué de deux délégués par usine. D'autres M.K.S. se créent, et la grève, sans aucun mot d'ordre général, se diffuse dans toute la Pologne. Déjà les organisations de travailleurs contrôlent certains secteurs de la vie qui les concernent directement.

Après les avoir ignorés au profit des organismes locaux, le gouvernement ne peut faire autrement que de discuter avec les M.K.S. de Gdansk et de Szczecin. Tout cela aboutit aux accords de Gdansk, négociés entre Jagielski et les experts du M.K.S. (militants ouvriers, comme Walesa, et opposants politiques, comme les membres du K.O.R.). On remarque que les grévistes n'interviennent pas directement (comme en 1970), mais par l'intermédiaire de personnalités qui les représentent, qui se sont souvent simplement cooptées et dont ils acceptent et approuvent l'action. Ce qui s'est passé à ce moment à Gdansk est important : rencontre autour d'une table de négociation de la fraction réformiste et libérale du pouvoir en place et des représentants des travailleurs, d'une part, acceptation par ceux-ci de cette rencontre et de ses résultats. Le travail reprend après la simple reconnaissance des syndicats libres et du droit de grève (qui était exercé de fait depuis plus de deux mois !). Rien sur le ravitaillement, pas d'échelle mobile mais une indexation, pas d'augmentation immédiate des salaires. Cela donne déjà une idée de la nature du mouvement qui est encore à ses débuts. Le mois de septembre est calme et, à la fin de septembre, Solidarité réunit 90% des travailleurs. A sa tête se sont portés les experts, militants anciennement clandestins et membres du K.O.R. ; ceux-ci n'hésiteront pas à l'occasion à bafouer sans la moindre pudeur la démocratie de leur organisme.

La reconnaissance du nouveau syndicat et celle du droit de grève sont de fait la reconnaissance du caractère conflictuel du rapport social de production et son institutionnalisation. Les causes des conflits ne sont pas supprimées puisque les accords de Gdansk n'ont rien réglé et, au mieux, sont restés sur de vagues promesses. Les conflits devaient donc logiquement réapparaître. Et en effet peu à peu, au cours de l'automne et de l'hiver 1980-1981, les grèves recommencent avec des motifs divers, la plupart du temps suivant le cycle : grève spontanée, négociation gouvernement-Solidarité, menace russe, menace de grève générale, concessions du gouvernement et fin de la grève. Le prolétariat sent que le rapport de forces est en sa faveur, il est de plus en plus exigeant et « déraisonnable », il intervient sans ou même contre les directives du sommet de Solidarité. Il est difficile de distinguer dans ces actions la part prise par les échelons de base du nouveau syndicat et celle qui revient à la grande masse des « sans grade ». Toujours est-il que le sommet de l'appareil doit suivre, bon gré mal gré. Le gouvernement demande à Solidarité de jouer son rôle et d'encadrer ce prolétariat indiscipliné et rebelle. Hors de Pologne, les Russes menacent d'intervenir si le désordre ne cesse pas et si le P.O.U.P. perd son rôle dirigeant. De leur côté, les Occidentaux multiplient les mises en garde en direction de l'U.R.S.S. En fait, pour les uns comme pour les autres, une seule chose est vraiment importante : que la Pologne retrouve une stabilité politique et économique. C'est-à-dire que le prolétariat polonais retrouve le seul rôle qui lui est reconnu : valoriser son capital national. Pour le reste, il n'est pas question de nouveaux partages des zones d'influence. Les Russes soutiendront Jaruzelski dont l'arrivée au pouvoir symbolise le passage du parti au second plan derrière l'armée, les Occidentaux, malgré leur sympathie pour Walesa et ses amis, ne verront pas d'un mauvais œil l'arrivée de cet homme neuf et supposé fort. L'impérialisme russe n'est pas remis en question et les milieux financiers occidentaux reprennent espoir au sujet de la dette polonaise.

□ □ □

On a vu que c'est la crise mondiale qui, en exacerbant la crise polonaise, est à l'origine du mouvement social de juillet 1980. Les effets conjugués de la crise et de la résistance dans la production (désintérêt, absentéisme) ne laissaient plus d'autre solution à la classe capitaliste que de tenter une attaque au niveau de la consommation. Né dans ce contexte, Solidarité est la conjonction d'un mouvement spontané et d'un petit noyau de militants poursuivant des buts politiques ou organisationnels préexistants. Incontestablement Solidarité est un organe du prolétariat. Le fait qu'à sa tête *son impuissance organisationnelle et programmatique afin que le mouvement ne lui échappe pas. Mais si les moyens qu'il envisage sont beaucoup plus difficilement praticables que lorsqu'il refusait de les envisager, le programme avec lequel il veut armer Solidarité reste, en fin de compte, le même. La menace ne serait brandie, et le sang des ouvriers éventuellement utilisé que pour arriver à un compromis sur les bases que propose actuellement l'épiscopat. Et Kuron, bon prince, ajoute : « Il est vrai que lorsqu'on aura atteint un tel compromis, ceux qui auront brandi la menace seront rejetés en marge de la vie sociale renaissante. Tant pis. »* **(Ibid.)**

Que Kuron conserve ses illusions et sa résignation, le prolétariat polonais, lui, n'admettra pas d'être rejeté en marge de la vie sociale. Il reste encore au prolétariat à découvrir ses ennemis et à les traiter comme tels : ceux qui lancent des appels au calme puis n'hésitent pas à envisager des massacres simplement pour que soit conservé ou aménagé l'ordre social auquel ils s'identifient. **(Novembre 1982.)**

DEUX LIVRES SUR LE MOUVEMENT SOCIAL EN POLOGNE

JADWIGA STANISZKIS **(Pologne, la révolution autolimitée,** *P.U.F., 1982) fut un témoin privilégié du mouvement social des années 1981-1982. Sociologue contestatrice, libérale, elle participe comme expert du M.K.S. aux accords de Gdansk, puis devient expert de Solidarité.*

Elle est donc bien placée pour relever les oppositions entre les conciliateurs du syndicat et la base ouvrière. Elle relève, à propos de ces accords, que l'assemblée du M.K.S. n'eut droit

qu'à la lecture du protocole et non de l'intégralité de ces accords, « sans explication sur le fait qu'il s'agissait d'une solution finale et sans débat », ce protocole entérinant le rôle dirigeant du parti stalinien et les accords internationaux de la Pologne. En mars 1981, après les incidents de Bydgoszcz, le pays se prépare à la grève générale ; celle-ci est empêchée de justesse par un accord signé et imposé par Walesa. Cela déclenchera une crise au sommet du syndicat et provoquera un désarroi et une démobilisation dans ses rangs dont il ne se relèvera pas.

« L'accord de Varsovie, conclu le 30 mars 1981 après la crise de Bydgoszcz, mit un terme à la première phase de développement du syndicat Solidarité. La formulation de cet accord mérite une courte digression. Rédigé par les experts des deux bords, il trahissait la plume de l'intelligentsia par son style allusif, délié, bourré de clins d'œil et d'avertissements sonores. Sur le fond, rien n'y était promis ou rejeté de façon univoque. A l'évidence, la signature du texte ne concluait pas le marché. L'accord laissait beaucoup d'espace où se mouvoir à l'un comme à l'autre camp. A sa lecture, les militants ouvriers de Solidarité ressentirent un choc. N'oublions pas que ce compromis coupait court à la préparation fiévreuse et enthousiaste de la grève générale. Or, il leur était pratiquement impossible de déduire du texte ce qu'ils avaient gagné ou perdu. » Staniszkis ajoute plus loin : « La crise de Bydgoszcz marqua l'apogée de cette polarisation. Puis la situation se modifia. Le gros des troupes de Solidarité se démobilisa sensiblement, pendant que l'équipe Kania accentuait la pression afin de reprendre en main les cellules d'entreprise du parti et de casser l'articulation directe qui s'était établie entre sa propre base et celle de Solidarité. La lettre de Brejnev et la manipulation habile d'étiquettes bien choisies — la chasse aux "extrémistes" — changèrent l'axe

se soient installés des éléments issus de couches sociales non ouvrières (intellectuels et autres) n'ôte rien au fait que le prolétariat dès le début s'est reconnu en lui. Comment expliquer, sinon, l'adhésion de la quasi-totalité du prolétariat polonais ? Comment expliquer l'influence du syndicat sur celui-ci ? Dire que les accords de Gdansk ont été négociés par les experts et non par les grévistes ne doit pas faire oublier que l'institution de syndicats libres était désirée par la majorité des travailleurs polonais, que la satisfaction de cette revendication a suffi à faire reprendre le travail, que, dès avant les accords, les organismes nés spontanément de la lutte avaient tendance à pérenniser et à survivre à la fin de celle-ci. Comment et pourquoi Walesa et Kuron ont-ils réussi à mettre fin à tant de grèves ? (L'exemple de la grève du 31 mars faisant suite aux événements de Bydgoszcz est particulièrement frappant.) Attribuer l'emprise de Solidarité sur les travailleurs au seul charisme de Walesa ou à son habileté manœuvrière (d'ailleurs incontestables) est une solution de facilité. Cela n'explique finalement rien d'essentiel. C'est en rester à la surface des choses. En matière de mouvements sociaux, les individus, aussi talentueux soient-ils, n'ont de prise sur la réalité qu'en tant qu'ils représentent des forces sociales, et ce n'est qu'en tant qu'il représentait une pratique prolétarienne que Walesa (et, de façon plus générale, Solidarité) a pu avoir l'importance qu'on lui connaît. Walesa, Kuron... n'ont pas greffé artificiellement sur le mouvement des mots d'ordre et des buts qui lui étaient étrangers, ils n'ont fait qu'exprimer des tendances latentes et c'est pour cela que le prolétariat les a non seulement tolérés, mais soutenus. Est-ce à dire que Solidarité exprimait complètement le prolétariat polonais ? Certainement non. Solidarité, comme tout syndicat qui n'est pas simplement une courroie de transmission du pouvoir (ce que sont les syndicats des pays de l'Est), correspondait à un besoin suscité par le rapport entre prolétariat et capital. A chaque stade historique de ce rapport correspond l'existence et une forme déterminée des organes nés du prolétariat dans sa lutte contre le capital (les syndicats américains actuels n'ont ainsi plus grand-chose à voir avec les I.W.W. du début du siècle). Il faut constamment garder présente à l'esprit la double fonction du syndicat dans le capitalisme moderne. La critique, nécessaire, du syndicat a dégénéré depuis longtemps en idéologie antisyndicale. Les syndicats occidentaux, depuis ceux qui maintiennent une apparence d'agressivité (comme la C.G.T. en France) jusqu'à ceux qui sont le plus liés au pouvoir (comme les syndicats américains), sont à la fois des organes de défense du prolétariat *et* des organes d'intégration de celui-ci. La classe capitaliste reconnaît ce double aspect et considère le syndicat comme indispensable au bon fonctionnement de l'économie, pas seulement comme un adversaire. En revanche, la majeure partie de la critique qui

se veut révolutionnaire manifeste une étrange incompréhension du syndicat : pour les uns, ce sont des organes prolétariens qui ont dégénéré et il faut les infiltrer pour qu'ils redeviennent révolutionnaires, y rétablir la démocratie réelle et ouvrière, contrôler les chefs pour les empêcher de trahir, éviter la bureaucratisation, etc. ; pour les autres, le syndicat est purement et simplement un représentant du capital, donc un ennemi du prolétariat qu'il faut détruire. Ces différentes conceptions ont en commun leur unilatéralité. En fait d'analyse de la pratique syndicale, on en revient toujours à la mystification par le syndicat. Faute de revenir à la condition prolétarienne, à sa défense, à la lutte de classe sous ses différentes formes, ce qui nécessiterait de longs développements, on peut se contenter de poser quelques questions. Pourquoi le prolétariat est-il régulièrement désarmé et mystifié par les syndicats ? Pourquoi se laisse-t-il toujours retourner par le leader ou les bonzes syndicaux ? D'où vient ce pouvoir extraordinaire du syndicat sur le prolétariat ? Si le syndicat est un organe du capital, et donc étranger au prolétariat, comment s'exerce ce fabuleux pouvoir (qui aurait ainsi en France, en 1968, étouffé une révolution en marche) ?

Il ne s'agit pas ici de nier la réalité de pratiques syndicales habiles, antidémocratiques ou magouilleuses, il s'agit de comprendre pourquoi elles sont efficaces, pourquoi le prolétariat se laisse si facilement subvertir. Pour cela, on ne peut éviter d'en revenir à l'analyse du rapport prolétariat-capital et de son contenu : l'exploitation. C'est dans ce rapport que résident les bases de l'existence des syndicats. La lutte de classe ne cesse jamais mais prend des formes différentes. La résistance du prolétariat à l'exploitation suscite la naissance d'organisations stables qui vont lui permettre de conserver certains acquis. Le syndicat va jouer son rôle d'intermédiaire, marchandant la valeur de la force de travail, négociant les conditions de travail. Les représentants du capital l'acceptent car, en contrepartie, il évitera toute lutte excessive, intempestive, « déraisonnable », les à-coups de la production et les conflits trop violents. Pour le capital, le syndicat sert de tampon et canalise la lutte de classe. C'est un interlocuteur d'autant plus valable qu'il est fort (qu'il a de l'influence sur les travailleurs et pour cela il faut qu'il soit reconnu par ceux-ci).

La fonction du syndicat est donc d'harmoniser les rapports du prolétariat et du capital. Chacun sait, et les syndiqués les premiers, que le but n'est pas d'abolir le salariat ni de détruire le capital. Au contraire, le syndicat est un élément de pérennisation du rapport dans la mesure où il atténue les conflits. Par ailleurs, ses bases étant dans ce rapport, il ne peut vouloir sa destruction, ni voir au-delà. Le syndicat n'est pas un organe du capital, une machine de guerre contre le prolétariat,

des décisions internes. Il ne s'agissait plus d'une coupure horizontale entre les couches supérieures et inférieures de l'appareil, mais de clivages de tendances traversant verticalement tout le parti. »

Staniszkis rapporte dans son livre des faits peu connus en Occident : les grèves d'août 1980, déclenchées pour riposter aux hausses de prix, n'obtinrent l'arrêt de ces hausses que dans sept voïvodies (départements) sur quarante-neuf, Solidarité fut une compensation. Autre information peu connue, Staniszkis revient à plusieurs reprises sur l'existence du club Sigma. Les membres de ce club — qu'elle classe parmi les « utopistes totalitaires » —, sans doute plus ou moins en rupture avec le parti stalinien, constatent l'existence d'un capitalisme d'Etat en Pologne. Ils sont pour une « vraie dictature du prolétariat », pour un « vrai communisme », contre les libéraux et contre une « société de consommation » à l'occidentale. La revue libertaire française **Agora** ***(B.P. 1214, 31037 Toulouse Cedex), dans son numéro 14, publie, de ce club, un « Appel au mouvement libertaire de l'Ouest ». Sigma apparaît, à la lecture de ce texte, différent de la présentation qu'en fait Staniszkis. Il se présente comme anarchisant, éditant Bakounine, Kropotkine... Sans doute Sigma était-il d'abord un forum de discussion assez large comportant des anarchistes et, d'autre part, des gens proches des thèses de l'opposition ouvrière de Kollontaï, également éditée ? Ces derniers réapparaissent, d'après Staniszkis, après le 13 décembre 1981 sous le nom de « Plate-forme ouvrière ».***

Staniszkis n'oppose pas une réaction populaire spontanée, « normale » et identique à elle-même, au totalitarisme. Elle étudie l'évolution contradictoire d'une forme sociale : non seulement l'équilibre des forces varie, mais également la définition même des camps qui s'affrontent. Ces

camps ne sont pas monolithiques, cela vaut pour le parti stalinien dont la réaction, l'absence de réaction, le type de réaction sont déterminés par des rapports de forces internes.

Pourquoi l'aspiration à un syndicat ? Le parti est divisé, la politique de Gierek a dressé contre lui nombre de ses membres, certains espèrent profiter de l'agitation ouvrière pour régler des comptes et opérer un renouvellement dans le cadre du système. L'économie est à bout. Les ouvriers veulent un syndicat et pas seulement pour défendre leurs intérêts économiques. L'évolution du régime a brisé les liens symboliques et promotionnels entre lui et sa classe ouvrière. Les ouvriers ne reprochent plus à l'« Etat ouvrier » de ne pas être vraiment « ouvrier », ils se désintéressent de cette question pour faire garantir leur statut, leur dignité et les avantages à conquérir par un syndicat. Les ouvriers s'affirment comme travailleurs et consommateurs, au besoin contre l'Etat qui apparaît comme l'entrave au bon fonctionnement de la vie économique. Cependant, Solidarité ne remplit pas son rôle de syndicat et ne réorganise pas l'économie. Un compromis ne s'instaure pas, malgré de bonnes volontés, entre l'Etat et la société. Le blocage de la situation politique et économique qui débouchera sur l'instauration de l'« état de guerre » pose dans les faits la question révolutionnaire. Il existait une possibilité que le mouvement se dépasse, mais sans doute pour être ensuite battu par l'U.R.S.S. après avoir détruit son Etat national.

Au Portugal, en 1974-1975, après la chute de Salazar, le mouvement social radicalisait son langage ainsi que ses actes : des ouvriers géraient leur usine... En fait, ce mouvement ne parvenait pas à se dresser contre un Etat qui était l'Etat libérateur du Mouvement des forces armées et qui, lui-même, reprenait le langage du mouvement social. Les ouvriers qui géraient leur entreprise particulière tentaient de

mais l'expression organisationnelle de son rapport au capital, antagonisme *et* coopération. Il exprime à la fois que le capital n'est rien sans le prolétariat et, de façon immédiate, réciproquement. Il exprime aussi que leur rapport est conflit permanent. Tout cela suppose bien sûr que leur rapport, c'est-à-dire la valorisation du capital par le prolétariat, soit possible. En période de prospérité, le syndicat joue son rôle de façon satisfaisante pour les deux parties. Vienne la crise et le rapport apparaît de nouveau dans sa vérité : il est exploitation, c'est-à-dire extorsion de plus-value. Or la crise est fondamentalement manque de plus-value. Les capitaux particuliers essaient de conserver leur rentabilité par divers moyens qui impliquent une aggravation de l'exploitation ; c'est réellement pour certains une question de vie ou de mort. Il n'y a plus grand-chose à négocier et la tâche du syndicat est plus difficile ; il marche sur le fil du rasoir. Il est débordé et voilà les grèves sauvages. Les travailleurs, mécontents du syndicat qui n'obtient plus grand-chose, passent à l'action autonome et même parfois s'opposent à lui. De l'autre côté, cela ne va pas mieux et on trouve que le syndicat ne joue pas efficacement son rôle de chien de garde. L'existence même du syndicat peut être remise en question.

La naissance, l'existence et la fin de Solidarité sont contenues dans cela. Il est l'émanation naturelle d'un prolétariat qui se défend contre sa classe capitaliste, crée des organismes autonomes qui tendent à perdurer. « On nous a promis beaucoup de réformes dans le passé et, plus tard, nous avons connu des désillusions car ce qui nous avait été garanti nous a ensuite été retiré. Cette fois [...], nous voulons aussi que nos intérêts soient représentés en permanence. » (Un ouvrier, 31 août 1980.) « L'un des faits les plus importants des dernières grèves est l'élection par les travailleurs d'Ursus de leur commission ouvrière qui ne s'est pas dissoute mais continue d'agir au nom des travailleurs. » (Baluka, été 1980.) Ces organismes se transforment ensuite en syndicats en rencontrant les militants clandestins dont les intentions apparaissent clairement : « Seuls des syndicats réels et des associations sociales peuvent sauver l'Etat parce que le seul chemin qui mène à une unification des intérêts de la population et de l'Etat s'ouvre par une démocratisation. » (Charte de fondation des syndicats clandestins du Nord, avril 1978 ; parmi les signataires : Walesa.) La création d'un syndicat de type occidental tel que le définit Kuron (« les syndicats doivent être des partenaires de l'administration et des défenseurs des travailleurs ») comble les opposants politiques. Elle est également bien accueillie par de larges fractions du pouvoir qui en voient bien l'intérêt. Ainsi Olzowski, membre du P.O.U.P., prosoviétique, l'appelle-t-il lui aussi de ses vœux depuis 1970 : « Le peuple polonais est tellement

développé et instruit, a tant de culture que le manque de structures démocratiques est devenu une caricature qu'on ne peut plus supporter. » Voilà qui dans la bouche d'un économiste, dirigeant du parti, est clair.

Passée la douce euphorie du mois de septembre, Solidarité va être très vite confronté aux problèmes dans lesquels se débat la Pologne. D'un côté, on attend de lui qu'il agisse pour obtenir une baisse des prix, une augmentation des salaires et une amélioration du ravitaillement et, de l'autre, qu'il ramène le calme et les travailleurs à l'usine (avec en plus l'acceptation de restrictions jugées indispensables). Attentes contradictoires. Il n'y a pas de solution car l'un est si mal en point qu'il ne peut rien donner et l'autre est dans une situation insupportable. La crise, c'est la crise du rapport capital-prolétariat. En raison de la faiblesse du capital polonais et de la combativité de son prolétariat, elle est particulièrement aiguë. Solidarité est de plus en plus débordé par sa base qui agit sans ses directives et revendique sans mesure, pensant que le rapport de forces est en sa faveur. « Le déroulement des événements en Pologne échappe aux mains de l'opposition organisée. Les augmentations de salaires extrêmes revendiquées par les grévistes et garanties par les directeurs d'usine ne sont pas très raisonnables du point de vue économique. » Cette appréciation de Kuron proférée en août est tous les jours plus d'actualité. Les travailleurs ont confiance dans leur syndicat mais..., « quant au nouveau syndicat, tout dépend s'il est capable de nous apporter de l'argent ou pas » (le leader de la grève de Machow, mi-septembre). Dès la mi-novembre, il y a 400 000 grévistes sauvages. C'est la base de la puissance de Solidarité face au pouvoir et de sa crédibilité en tant qu'interlocuteur valable qui commence à s'effilocher. Cela peut expliquer l'évolution de Solidarité vers une action et un comportement de plus en plus politiques. De façon concomitante, en son sein vont se développer des pratiques antidémocratiques destinées à pallier la perte d'influence sur la base et qui auront en retour pour effet d'élargir encore le fossé qui se crée. Mais en déplaçant son terrain d'action de l'économique au politique, Solidarité non seulement devient inutile au pouvoir, mais encore se pose en concurrent. Au terme d'une évolution de plusieurs mois, Jaruzelski sanctionnera la faiblesse et l'inutilité de ce concurrent par ailleurs trop confiant et imprévoyant. En une nuit, il l'éliminera de la carte politique polonaise. En même temps qu'il détruira l'appareil et sans lésiner sur les moyens, il s'attaquera au prolétariat, contraignant celui-ci à cesser sa rébellion ouverte et à revenir à la résistance passive d'avant juillet 1980.

L'analyse des rapports enre Solidarité et le prolétariat a été en général d'une grande faiblesse à cause de son unilatéralité : ou bien Solidarité a été considéré

sauver leur emploi par la faillite de celle-ci. En Pologne, la situation était différente : le mouvement social se dressait spontanément contre l'Etat, mais Solidarité et le K.O.R. faisaient tampon entre les ouvriers et l'Etat. L'aspiration des ouvriers à la prise en main de la production n'avait pas pour but de sauver leur entreprise et leur emploi mais de résoudre les problèmes d'approvisionnement qui surgissaient de leur combat et de la crise économique. Les idées de « grève active » apparues à l'automne 1981 dissociaient prise en main de la production et lutte contre l'Etat. C'était un moyen tardif de redonner des perspectives à un mouvement déjà démobilisé et désorienté qui, à deux reprises, en août 1980 et en mars 1981, pouvait partir à l'assaut et, dans le même élan, s'emparer de la production et se dresser contre l'Etat.

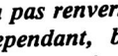
Nous ne voudrions pas donner l'illusion rétrospective, et contraire à notre sentiment d'alors, qu'en août 1980 ou en mars 1981 la révolution mondiale a failli démarrer en Pologne. Cette éventualité était très improbable. Si un mouvement insurrectionnel s'était enclenché, il était probable qu'il soit circonscrit et vaincu, il était même possible qu'il provoque un renforcement du nationalisme, du démocratisme, de la religion contre la réaction russe et en raison de son isolement ; la défaite aurait pu être pire que celle qui a eu lieu le 13 décembre 1981. Cette possibilité n'autorise en rien à ménager ou à rallier, en l'avouant ou non, les conciliateurs parce qu'ils auraient prévu le pire ; ces conciliateurs étaient les premiers supporters du nationalisme, du démocratisme, de la religion et, pour certains, de l'affrontement militariste.

Nous analysons tout mouvement prolétarien en fonction de la possibilité de la révolution communiste qu'il contient (de par la situation de classe du prolétariat) et manifeste peu ou prou : il ne s'agit pas d'une exigence

extérieure rapportée à une réalité qui en serait le démenti. La question révolutionnaire commençait à émerger en Pologne, ce n'était pas encore la révolution : les solutions non révolutionnaires des conciliateurs et des démocrates ont révélé dans le feu de l'action qu'elles ne pouvaient plus en être. Ceux qui avaient entravé un prolétariat en position de force sur le plan national en mars 1981 ont ensuite manifesté leur désarroi : Kuron, penseur de l'autolimitation, en venait à l'automne 1981 à une solution d'entente nationale, puis, une fois arrêté et emprisonné, il recommandait un soulèvement armé contre l'Etat.

Ecrit en anglais dans un langage sociologique par une Polonaise, puis traduit en français, **Pologne, la révolution autolimitée** ***est d'une lecture difficile. Au contraire, le livre de Pierre Chapignac*** **(la Poudrière polonaise, Eloge critique de l'autolimitation,** ***Editions de La Différence, 1983)*** ***a l'avantage d'être très accessible et de présenter au lecteur une étude non seulement claire, mais exhaustive du mouvement social, de ses effets en et hors de Pologne. En annexe à ce livre, cinq textes radicaux français à propos des révoltes dans les pays de l'Est sont présentés par l'éditeur.***

Chapignac étudie également la nature et les suites de l'« état de guerre » ; il note la relative modération de l'Etat et les divergences en son sein. « La critique morale ne peut remplacer l'analyse politique. Les limites dans la répression que s'impose le WRON vont d'ailleurs être confirmées par la modération dont il fit preuve après les manifestations du début mai 82. [...] Le poids des réformateurs au sein de la nouvelle équipe dirigeante est un autre aspect important de la solution centriste choisie par le WRON. Il peut sembler curieux de faire référence à une tendance réformatrice au sein d'un coup d'Etat contre-révolutionnaire. Pourtant plusieurs éléments attestent de la double assise politique du WRON : les têtes dures prosoviétiques et les partisans de réformes économiques. Cette alliance ne va pas sans tensions politiques importantes. »



Pour Chapignac, comme pour Staniszkis, une révolution a eu lieu en Pologne, une révolution autolimitée. Le mouvement social a été le résultat d'antagonismes : ouvriers radicaux contre pompiers volants. L'« autolimitation » dont il fait l'« éloge critique » résulterait d'une « stratégie de la guerre prolongée » — merci Mao ! — dégagée dans les faits. « La stratégie de lutte prolongée n'a pas été formulée par le mouvement social polonais. Elle peut être déduite de sa pratique. C'est une fois de plus le poids des conditions objectives et les réactions spontanées de la classe ouvrière qui font émerger une conception nouvelle. Prise en tant qu'expérience concrète en Pologne, cette conception reste floue. Elle apparaît à l'état de simple ébauche mais elle a le mérite inestimable d'être une réalité.

» La révolution polonaise dépasse la logique qui a conduit le mouvement ouvrier international à l'impasse la plus grave de son histoire.

» Cette seule réalité suffit à donner le nom de révolution à un mouvement social qui n'a pas renversé le pouvoir politique. Cependant, bien d'autres aspects en font une révolution. C'est en effet un tournant dans l'histoire des pays de l'Est, dans l'histoire du mouvement communiste prosoviétique, dans l'équilibre d'après-guerre établi à Yalta. »

Nous avons déjà critiqué les thèses de l'auteur de ce livre (voir **la Guerre sociale** ***n° 4) à propos de la brochure*** **les Enjeux de Solidarność.** ***Le défaut essentiel de son propos n'est pas d'insister sur la nécessité de faire ou***

comme l'instrument de la contre-révolution dont la seule fonction est de contrôler le prolétariat, de le berner, ou bien par ses nombreux apologistes comme l'avant-garde consciente, martyre, de la bureaucratie stalinienne. Le premier aspect, tout à fait réel, a été souligné par les divers participants à la réunion de façon justifiée ; il suffit de se reporter aux multiples déclarations de Walesa appelant à la fin des grèves, au maintien de l'ordre, au soutien de la patrie et même du parti. Quant à l'autre présentation, elle ne mérite guère que l'on s'y attarde. Le meilleur moyen d'y voir un peu clair est d'en revenir au contenu de la lutte du prolétariat polonais. Sans rentrer dans le détail de dix-huit mois de luttes, on peut dégager quelques axes principaux autour desquels s'est articulée son action : contre la répression ; pour des augmentations de salaire ; renvois de dirigeants, suppression de privilèges ; amélioration du ravitaillement ; amélioration des conditions de travail (durée, etc.).

Cette action a pris très vite des formes autonomes, échappant de plus en plus au sommet de l'appareil. Le mouvement spontané et les échelons de base ont alors dans certains cas (exemple de Lodz) pris en main des secteurs de la vie que l'administration, dans sa décomposition, n'assurait plus. Balcerek, au club Sigma de Varsovie, a ainsi caractérisé ce mouvement : « Ce n'était pas un mouvement de libération de la classe ouvrière. Les ouvriers, en insistant qu'ils voulaient garder le contrôle sur l'administration, acceptaient de cette façon son existence et la formule stalinienne et bureaucratique du système social. Ils n'étaient pas révolutionnaires, ils ne voulaient pas faire disparaître la division du travail. Ils acceptaient leur propre rôle comme ouvriers et espéraient seulement le rendre plus facile. » Il est vrai que, même si le prolétariat polonais a très souvent agi de façon autonome, il n'a pas tenté d'abolir les rapports sociaux capitalistes. Ainsi, il a obtenu la tête de quelques dirigeants particulièrement haïs, mais n'a jamais tenté de détruire l'Etat ni même de renverser le gouvernement ; il a réclamé et parfois obtenu des augmentations de salaire que même les opposants politiques jugeaient exorbitantes, mais n'a jamais tenté d'abolir le salariat ; dans certains cas il a pris en main le ravitaillement et d'autres secteurs de la vie, mais n'a jamais amorcé une production immédiatement sociale.

Face à ce prolétariat, qui est resté dans le cadre de la société existante, mais par ailleurs très combatif, autonome et plein d'initiatives, Solidarité a incontestablement joué un rôle de frein. Walesa s'est lui-même comparé à un pompier, courant d'un feu à l'autre. Cela ne veut pas dire qu'il y ait eu opposition ou conflit entre le prolétariat et le syndicat, malgré, à la fin, une certaine amertume provoquée par les pratiques du sommet de l'appareil et particulièrement de Walesa. Prolétariat et

syndicat sont restés l'un et l'autre dans le cadre du salariat et de l'exploitation. Celle-ci n'a pas été remise en cause. Il a simplement été question de la ramener à un niveau supportable. La différence essentielle entre Solidarité et le prolétariat polonais est que le premier prenait en compte les impératifs économiques nationaux et internationaux, nécessaires à la survie du système, alors que le second a poursuivi la défense de ses intérêts immédiats sans se soucier le moins du monde des problèmes de valorisation du capital. La différence entre l'action des deux est beaucoup plus de degré que de nature. Cela posé, il est évident que l'attitude des ouvriers polonais ne pouvait se prolonger indéfiniment et devait déboucher soit sur une attaque radicale du capital polonais, soit sur un retour à des positions « raisonnables » (celles de Kuron, Walesa et Cie). Dans le premier cas, Solidarité aurait éclaté ; d'un côté, l'immense majorité, la base, de l'autre, les leaders bien connus qui auraient continué à prêcher la modération et le retour au calme. Mais Solidarité ne se serait pas opposé au prolétariat. L'opposition, frontale, violente aurait mis face à face les deux classes opposées. Quand le rapport entre prolétariat et capital devient révolutionnaire, le syndicat disparaît parce que les bases de son existence ont disparu. Le syndicat n'existe et ne joue son rôle que dans le cadre normal de l'exploitation. Dès que ce cadre est lui-même attaqué, les deux protagonistes principaux se retrouvent face à face. Présenter le syndicat comme l'ennemi prioritaire est une erreur théorique importante. Le prolétariat lutte contre le capital, non contre le syndicat ; en détruisant les rapports sociaux capitalistes et l'exploitation, il rend le syndicat non seulement inutile, mais encore impuissant. Le syndicat, tant qu'il existe, freine certes les luttes, mais il ne combat pas le prolétariat dans une alliance occulte avec le capital. Au contraire, la présence du syndicat témoigne que le prolétariat n'attaque pas encore la société et l'influence du syndicat sur le prolétariat mesure assez précisément le niveau atteint par la lutte.

Pour en revenir à Solidarité, on a vu que, au fur et à mesure que les ouvriers polonais durcissaient leur lutte contre le pouvoir, l'influence de l'appareil syndical sur ceux-ci diminuait. Au moment du coup de force de Jaruzelski, Solidarité ne contrôlait plus rien du tout, sa base et ses échelons inférieurs n'obéissaient plus aux directives du sommet. Ce processus de décomposition de fait de Solidarité, déjà bien amorcé, se serait achevé si le mouvement des ouvriers polonais, poursuivant son évolution, avait pris un caractère communiste. Solidarité en tant que force réelle et agissante aurait alors purement et simplement disparu.

A la confusion des analyses correspond une confusion dans les termes qualifiant les événements polonais.

non des compromis, mais concerne la nature du mouvement. Chapignac constate un échec général du mouvement ouvrier tant pour ce qui concerne la stratégie social-démocrate de pénétration de l'Etat, avec les fronts populaires, que la stratégie léniniste d'affrontement avec l'Etat. Le mouvement polonais, malgré le flou de sa conception et sa mise au pas par Jaruzelski, ébaucherait une solution permettant au mouvement ouvrier de sortir de l'impasse.

Les événements de Pologne et la grâce de Solidarité ont réchauffé le cœur de la gauche essoufflée parce qu'elle y a vu une nouvelle jeunesse du vieux mouvement ouvrier. Cependant, cette année et demie de luttes polonaises et leur conclusion provisoire ont, au contraire, confirmé l'épuisement de ce mouvement ouvrier. Profitant de conditions spécifiques pour renaître, il arrive quand même trop tard. L'échec, ou la réussite, de la conception social-démocrate ou léniniste, qui consiste à établir un pont entre le prolétariat et l'Etat, se trouve historiquement dépassé. Le mouvement ouvrier, c'est l'installation des prolétaires dans la société avec les garanties et les institutions ad hoc.

Cette installation a pu sembler prendre en Pologne une forme à la fois contradictoire à l'Etat et mesurée dans ses formes immédiates. Cela n'a pas tenu. Le mouvement ouvrier est menacé par l'évolution du capital qui sape le rapport du travailleur à son travail, par l'évolution de la crise qui menace les avantages et les garanties accordés aux salariés. Cela vaut pour la France, où le gouvernement socialiste s'en prend au pouvoir d'achat, à la sécurité sociale, à ce sur quoi la gauche acquiert l'adhésion des travailleurs. Cela vaut également pour la Pologne, où la crise, prenant de court la modernisation et l'intégration au marché mondial de l'économie, permet à Solidarité de se constituer et lui enlève les moyens d'exister. **(Mars 1983.)**

Jadwiga Staniszkis, sociologue, qui a eu un rôle d'expert, a jugé sévèrement le comportement de quelques dirigeants de Solidarité dont Walesa. Dans ses écrits, le mouvement est qualifié de révolution autolimitée. Le caractère interne des limites est bien vu mais non la nature du mouvement. Il serait plus juste de le qualifier d'extrémisme revendicatif ou de réformisme sauvage.

De même, parler de « cocufiage des tendances anti-compromis » est juste dans la mesure où Walesa et sa clique ont utilisé les procédés habituels aux syndicats pour freiner le mouvement. Mais c'est aussi une contradiction dans les termes. Qu'est-ce qu'une tendance anti-compromis qui s'embarrasse d'experts, de négociateurs, qui attend les résultats de rencontres avec l'adversaire ? Le terme même de compromis est peu clair ; compromis sur quoi ? La révolution communiste ne peut être cocufiée ni autolimitée, elle va aussi loin qu'elle peut, réussit ou se fait écraser. Tout cela renvoie une fois de plus à la question théorique centrale (qu'il n'est pas question évidemment de développer ici) du lien entre le capital, le prolétariat et la révolution communiste. Analyser les événements en termes de cocufiage, de mystification, se ramène à considérer le prolétariat comme révolutionnaire par essence. Il essaie toujours de faire la révolution mais on l'en empêche par influence, on le berne, on le fourvoie. Il y a toujours un mauvais génie, leader corrompu, appareil bureaucratisé, syndicat ou parti de gauche (ce dernier cas étant néanmoins différent), pour le détourner du droit chemin révolutionnaire. Dans cette optique, le prolétariat et le capital sont saisis comme seulement antagonistes, et le prolétariat cherche toujours à abattre son adversaire dans la révolution. La révolution n'est pas comprise comme le stade final du rapport capital-prolétariat, produit historique de l'évolution de celui-ci quand le rapport « normal » d'exploitation, la valorisation du capital par le prolétariat, est devenu impossible. Le communisme est posé non comme stade social faisant suite au capitalisme, à la fois négation et produit du développement de celui-ci, mais comme forme de société désirable, comme besoin individuel universellement répandu. Vu sous cet angle, l'histoire sociale n'est que la longue suite des tentatives du prolétariat pour instaurer une forme de société a-historique qu'il souhaite de toute éternité ; tentatives au cours desquelles il est parfois écrasé physiquement, parfois berné (soit que d'habiles manœuvres d'organismes et d'individus qui se présentent faussement comme prolétariens le fassent échouer, soit qu'en cas de réussite les mêmes lui confisquent sa révolution et restaurent subrepticement le capitalisme).

Charles ARPO.

NOTES

A la pointe.

L'Etat a déclaré la guerre civile aux habitants, auparavant fort tranquilles, de la région de Chooz. Il tente de les écraser sous sa puissance policière en interdisant les manifestations de soutien et en protégeant la construction d'une centrale nucléaire. L'Etat cherche à les isoler ; la presse livre peu d'informations et déforme les faits.

Les habitants de Chooz, les sidérurgistes de la Chiers (usine qui doit fermer), à Vireux-Molhain, les manifestants venus les soutenir luttent contre la restructuration capitaliste, contre la violence et le mensonge étatiques. Il ne s'agit pas là d'un simple problème d'écologie ou d'emploi, mais d'une lutte significative et exemplaire dans le désabusement et la passivité générale face à la gauche au pouvoir. Cela ne signifiant évidemment pas que les participants à cette lutte aient perdu toute illusion et que les opposants à la centrale, parmi lesquels se trouvent des écologistes et des candidats locaux aux élections, soient devenus révolutionnaires. Mais cette lutte exprime une opposition radicale entre la population locale et l'Etat. Faire connaître ce qui se déroule est donc une forme minimum de solidarité. Cela vaut mieux qu'une dénonciation générale, abstraite, du capital et de l'Etat si l'on souhaite faire tomber les illusions.

La lutte de Chooz, même si elle se déroule à une petite échelle, exige un soutien pratique et théorique d'abord de la part des révolutionnaires. Non pas défendre l'emploi ou faire de l'écologisme, mais s'opposer à l'Etat et à la restructuration économique et montrer qu'il n'existe aucune solution acceptable dans le cadre du capital.

Nous reproduisons ici :

Un tract du comité de soutien de Lille à la lutte de Chooz-Vireux ;

Un communiqué du groupe Pour l'autonomie et la reprise des initiatives subversives (P.A.R.I.S.) ;

Un texte sur le renforcement du contrôle policier. Ce texte est paru dans le numéro de janvier 1983 de **la Pointe** (« Journal issu de la résistance des Ardennais du canton de Givet », Alma G'Art, 19, rue du Renouveau, 59100 Roubaix).

Ces trois textes et d'autres sur la lutte de Chooz-Vireux ont été reproduits dans le numéro 2-3 du journal **Tout !** (21, rue de la Butte-aux-Cailles, Paris 13e).

Contre la fermeture de la Chiers. Contre la centrale nucléaire.

Aujourd'hui la lutte contre la désertification nucléaire des Ardennes a pris une ampleur sans précédent.

Depuis plus d'un an, les samedis de fin de mois sont devenus l'occasion d'une protestation déterminée avec affrontements avec les CRS, contre les projets du gouvernement (fermeture de la Chiers, construction de la deuxième centrale de Chooz), des actions « coup de poing » se développent contre E.D.F. (agence, matériels de chantier pour Chooz), contre les perceptions, la chambre patronale, la soi-disant société de reconversion industrielle, etc. Pour renforcer leur lutte, les habitants ont fait une radio et un journal : « la Pointe ».

Nucléaire = désert.

La construction d'une deuxième centrale à Chooz s'accompagne de nombreuses fermetures d'usines et de licenciements :

Fermeture de la Chiers en fin 1983 ;

Quatre cents licenciements chez Arthur Martin à Revin ;

Sans compter les nombreuses autres petites usines qui vont fermer.

Cette politique s'accompagne d'une montée de la répression. Aujourd'hui, la région subit une occupation policière permanente. Pendant la semaine du 26 novembre au 6 décembre, la région de Vireux a été occupée militairement, les téléphones coupés ou écoutés, des militants étroitement surveillés.

Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité (sic !) publique, a déclaré le 1er décembre : « Toutes mesures seront prises pour appliquer les arrêtés municipaux d'interdiction de manifester publiquement, grâce à des dispositifs de forces de l'ordre massifs et préventifs, des poursuites judiciaires concernant les quelques per-

sonnes directement liées, responsables de ces actions seront engagées dans les meilleurs délais. »

Pour casser la lutte de cette région, le gouvernement socialiste emploie tous les moyens : en plus de la répression des manifestations, il a, à ce jour, inculpé treize manifestants, dont quatre ouvriers de la Chiers, pour les traduire en justice et leur infliger des peines de prison.

C'est donc le droit à s'opposer à la police gouvernementale, concernant la restructuration industrielle et en particulier de la sidérurgie (fermeture d'entreprises, licenciements) et ses projets nucléaires, qui est interdit.

Pour la victoire de Vireux et Chooz.

Le gouvernement essaye de briser la lutte des ouvriers de la Chiers en leur proposant des reclassements bidons ou la création d'emplois pour soi-disant 1989. Le gouvernement compte sur l'isolement de cette lutte pour faire passer ses plans de fermeture de l'usine.

Cette lutte doit donc être soutenue aujourd'hui pour lui donner les moyens de gagner et, si c'est le cas, ce sera une première victoire contre la politique de restructuration capitaliste.

Ce soutien est d'autant plus urgent que la lutte de Chooz-Vireux va être confrontée dans les semaines qui viennent à une montée de la répression.

C'est pourquoi, nous devons construire un large mouvement de soutien et soutenir les initiatives et mobilisations.

Non à la centrale de Chooz !
Non à la fermeture de la Chiers !
Levée de toutes les inculpations et poursuites !
A bas la répression policière !

Comité de soutien à la Lutte de Chooz-Vireux (Lille).

Communiqué.

Face à la répression sauvage exercée depuis près d'un an dans les Ardennes, face au silence complice des organisations qui se réclamaient de la défense des travailleurs, nous avons décidé d'apporter notre soutien en actes aux luttes ardennaises.

Quand tout un territoire lutte et défie l'Etat, nous ne laisserons pas le silence s'installer et nous ferons tout pour rompre l'isolement.

C'est pourquoi, nous avons commencé de transformer les voitures S.N.C.F. de la ligne Paris-Charleville en vecteurs d'une campagne politique de soutien aux luttes de Chooz-Vireux.

Au cours de cette opération, la police a procédé à une interpellation. Une inculpation a été prononcée pour « dégradation de matériel et violences légères à agents ».

Si une condamnation était prononcée, elle ne ferait que réprimer le seul fait de s'être trouvé présent sur les lieux où le soutien à Chooz-Vireux s'exprimait et montrerait la volonté du pouvoir de nous réduire au silence.

P.A.R.I.S.

Fichage de pointe.

En novembre dernier, le super-flic Franceschi a juré de casser la lutte de la pointe des Ardennes. Ce coup de poing à la tribune de l'Assemblée se superposait alors au credo renouvelé antiterroriste et avouait de la part de l'Etat P.S. tout autant une panique froide devant des fronts de lutte nés de la crise et qu'il est incapable de maîtriser qu'une stratégie de l'amalgame entre les artisans des guerres internationales que se livrent les services secrets des pays inféodés aux deux blocs et toute forme de contestation directe et violente des bouleversements que le capitalisme impose à nos vies pour sa survie.

Les luttes de Chooz et de Vireux en se développant et en s'amplifiant ont peu à peu appelé sur elles une répression accrue de plus en plus violente à mesure qu'il s'avérait impossible pour l'Etat rose d'enrayer ces luttes par les moyens conventionnels, à commencer par les appareils syndicaux traditionnels. Mais les interpellations de quelques têtes, la criminalisation de quelques animateurs de ces luttes s'avèrent désormais insuffisantes. Toute subversion réelle, surtout quand elle vient d'abord de la classe ouvrière, sans même évoquer le parallèle avec la Pologne, engendre historiquement les mêmes réactions de l'appareil d'Etat : faire pourrir la lutte si l'on peut, sinon casser et couper les racines du mouvement en créant une situation de terreur permanente dans la population. Les instruments actuels de ce terrorisme d'Etat dont nous pouvons constater la présence sur la pointe des Ardennes sont de deux ordres. Tout d'abord l'occupation physique permanente du terrain, une militarisation accrue de la pointe destinée à encourager toute velléité d'action ; cette occupation au regard des récents événements ne semble avoir que très partiellement porté ses fruits. Ensuite, plus pernicieuse, la surveillance des communications privées des habitants suspectés d'avoir un lien avec le mouvement de la pointe débouchant sur une mise en fiches et une criminalisation officieuse de plus en plus fortes. Ce type de contrôle passe bien sûr par l'intensification des écoutes téléphoniques que nous avons pu remarquer mais est également à relier à l'annonce de mise en place du fameux V.A.T. (fichier informatisé « Violence, attentats, terrorisme ») qui a suscité la satisfaction de Franceschi et au sujet duquel s'est déroulée la mise en scène du 30 novembre dernier lors de la fameuse réunion de la Commission nationale informatique et liberté (C.N.I.L.). Les implications de cet appareil policier plus fiable, plus efficace et les motivations réelles de sa mise en place nous interpellent au premier chef. Bien qu'annoncé par Mitterrand en août comme devant s'appliquer au terrorisme international, le V.A.T. a pour but tout premier, comme tout fichier de même nature, le contrôle du territoire, objectif auquel répond aussi le quadrillage militaire et policier dont se préoccupent Hernu et Defferre.

Arrêtons-nous d'ailleurs sur la dénomination V.A.T. Dans ce sigle, « violence » vient en premier, « terrorisme » en dernier. Il ne faut pas oublier que le fichier « violence » des R.G. sert de base au V.A.T. (2 000 références de base pour 60 000 fiches prévues) et que dans ce fichier les militants antinucléaires occupent depuis longtemps une place privilégiée ainsi désormais que d'autres artisans de la « subversion » tels que les sidérurgistes de Vireux. Le mot « violence » semble être le mot clé dans cette affaire. Le P.S., à partir du western de l'été, peut au moins mettre une réussite (idéologique) à son actif : celle d'avoir imposé aux mentalités une redéfinition de l'idée « d'ennemi intérieur », du « ver dans la pomme » sur le modèle du pire totalitarisme. Avoir utilisé les « terroristes internationaux » comme épouvantail, et avoir créé l'amalgame avec toute forme d'opposition violente à l'Etat et au capitalisme, est une manœuvre qui va dans le sens de la peur des gens, la peur ambiante qui isole et empêche de s'organiser. Dans cette situation de crise, le besoin de sécurité, l'attachement aux valeurs de possession et de consommation, l'égoïsme forcené créent le terrain favorable au renforcement du pouvoir d'Etat, du contrôle des populations et du terrorisme qui en découle. L'annonce de la mise en place du V.A.T. n'a pas soulevé de réactions majeures chez la majorité des gens. Cela semble au moins aussi important à noter que de remarquer que dans les « milieux de gauche » cette initiative a manifesté une fois de plus le suivisme vis-à-vis des mesures incroyables que s'autorise le P.S.

Le jeudi 2 décembre, deux personnes ont été interpellées à Reims pour une distribution de fausses convocations de police dans les boîtes aux lettres de la ville. Ces personnes appartiennent au groupe F.L.I.C.S. (Groupe contre le fichage légalisé des individus considérés comme subversifs). Les convocations distribuées demandaient aux personnes de se rendre au commissariat central pour y être fichées, photographiées, interrogées. Inquiétant « succès » de cette opération : plus d'une dizaine de Rémois se sont rendus gentiment au commissariat pour obtempérer sans se poser trop de questions. Plus les gens ont peur et plus le fichage s'ancre sur un terrain fertile, propice à la méfiance réciproque, à la xénophobie, à la délation.

Les critères d'entrée du fichier V.A.T. élaborés par la C.N.I.L. prévoient un distingo plutôt flou entre les « relations directes » et « relations fortuites » de l'individu fiché. Dans un contexte de lutte, le pas entre fortuit et direct est rapidement franchi, d'autant plus rapidement que s'accroît la panique de l'Etat vis-à-vis des luttes qu'il ne maîtrise plus. Ici, l'ordinateur de sûreté de l'Etat va quotidiennement remplacer la vieille cour de sûreté de l'Etat ponctuelle et trop spectaculaire. C'est à une criminalisation rampante, étendue et secrète que vont se livrer les flics par souci d'efficacité et de contrôle en utilisant aussi le terrain de la peur. Mais cette criminalisation pourra désormais frapper n'importe qui, n'importe quand. Des gens sans étiquettes dans les luttes radicales aussi bien que des gens déjà étiquetés.

La vigilance et l'organisation face à ces moyens de contrôle policier sont donc plus que jamais à l'ordre du jour, car aussi bien à Vireux qu'à Chooz le renforcement de la lutte passe par la juste estimation de ce danger et la riposte collective contre les écoutes et le fichage. Nous ne dirons pas comme certains que le pouvoir P.S. prépare le lit de son successeur de l'après-septennat avec son V.A.T. Ce fichage informatisé comme l'occupation de la pointe sont simplement les seules réponses que tout Etat quel qu'il soit peut apporter face à une lutte qui remet en cause les objectifs du capitalisme dans une région précise et que tout Etat devrait étendre à tout le territoire pour prévenir d'autres explosions semblables. Et malgré la passivité, la résignation, la demande d'assistanat qu'a créées l'Etat, d'autres luttes, comme à Vireux et à Chooz, iront en se renforçant à condition que nous-mêmes nous nous organisions et nous renforcions, afin d'éviter, par exemple, d'autres tragédies telles que l'assassinat de Claude-Henri Mathais à Golfech.

Parti et prolétariat.

Extraits de la « Lettre ouverte aux camarades du parti communiste international maintenu »(*).

Nous ne nions absolument pas que pour qu'il y ait révolution il doit y avoir émergence et unification d'une minorité communiste, consciente et résolue. Cette fraction du prolétariat, c'est la rencontre, la fusion de la tradition communiste et de la rébellion des prolétaires ; chacun fécondant l'autre. Pour que cette fusion soit possible, il ne suffit pas que la théorie recherche la réalité mais encore que la réalité recherche sa théorie. Le parti naît de la classe mais pas seulement de son mouvement immédiat, réactualisant les luttes et l'expérience de générations passées. Il ne sera pas « illuministe » ; mais expliquer, comme vous le faites, que son rôle sera d'encadrer et diriger la lutte n'est pas non plus satisfaisant. Sa fonction ne peut être définie théoriquement que dans la mesure où l'on comprend ce qu'est une révolution communiste. C'est-à-dire aussi que l'on ne s'obnubile pas sur 1917 : expérience importante mais cependant limitée. Le parti ne saurait plus être un organe politique complétant et dirigeant des organes économiques pour la prise du pouvoir d'Etat mais une communauté d'action anti-étatique et anti-économique. Nous n'en sous-estimons pas l'importance ; instrument de rupture avec le capital et creuset de la communauté humaine, il est le centre de la lutte anticapitaliste. C'est-à-dire qu'il n'a pas à se disperser sur des luttes multiples et leur expression organisationnelle au prix de son unité mais, au contraire, à excentrer vers lui-même, de manière de plus

* Cette lettre de 24 pages est parue en décembre 1982. Elle peut être commandée à notre boîte postale. — Prix : 6 F.

en plus affirmée, les luttes qui se mènent sur le terrain du capital. Il se renforcera en bouleversant ce terrain et en remplaçant les conditions de séparation par les conditions d'unification. Le centre de gravité de la lutte ne sera plus les comités d'usines, de quartiers... fédérés ou dominés par d'autres organismes — politiques — mais un mouvement unifié qui interviendra et transformera la réalité de l'usine, du quartier...

Cette communauté d'action — ce parti, pour utiliser un terme qui rassure les uns et effraie les autres — ne peut être ce qui supplée au manque de détermination communiste dans la classe mais ce qui la concrétise, la rend efficiente et lui permet de l'emporter sur d'autres tendances. Son existence ne peut absolument pas être réduite à des termes organisationnels, même s'il sera aussi mode d'organisation. Sa fonction particulière est liée au fait que l'ensemble de la classe ne peut être immédiatement, ni peut-être rapidement, révolutionnaire, mais ces « décalages » ne suffisent pas à définir cette fonction qui deviendrait d'« avant-garde ». Elle est, pour nous, liée au caractère radicalement différent de celui de la révolution bourgeoise que prend la révolution communiste : autonégation de la classe qui la réalise. Les prolétaires, rejetés de la production ou producteurs, font la révolution à partir de leur position dans la société mais contre cette position.

Ce que nous disons ici sera pris par certains comme du léninisme orthodoxe ou du kautskysme réchauffé mais, contrairement au Lénine de **Que faire ?** et à Kautsky, nous ne pensons pas que le parti puisse transformer par la magie de la conscience ou de l'organisation les prolétaires « trade-unionistes » en communistes. Pour nous, le parti ne peut naître qu'à partir du moment où les prolétaires commencent eux-mêmes à s'excentrer au cours de la lutte de leur situation immédiate de producteurs atomisés par le capital.

Nous dénions à toute organisation ou regroupement révolutionnaire actuellement existant le titre de parti communiste ou d'embryon de futur parti. Tel que nous venons succinctement de le définir, il est encore dans les limbes. Et il dépend finalement assez peu de nous qu'il en sorte même si c'est ce que nous voulons et si nous maintenons l'espoir, contre le désespoir, au profit de l'ordre existant.

. . . . . .

Le prolétaire, ce n'est pas l'ouvrier ou même l'ouvrier et l'employé, travailleur au bas de l'échelle. Le prolétaire, ce n'est pas le producteur, même si le producteur peut être prolétaire. Le prolétaire, c'est celui qui est « coupé de », c'est l'« exclu », c'est le « sans réserve ». En concevant ainsi le prolétariat, on comprend sur quelles bases il pourra pleinement se constituer en classe, s'unifier et réaliser le communisme. Le parti, expression de cette unification, ne sera pas un moyen d'alliance entre couches sociales hétérogènes et séparées par la position respective que leur assigne le capital — au profit des ouvriers d'industrie.

Comme le remarquait Marx, le capital n'a pas inventé les prolétaires mais il a généralisé le prolétariat et a placé cette classe au cœur du procès de production. Le caractère radical de la condition prolétarienne se trouve effacé par des mécanismes de compensation et d'intégration qu'ont mis en œuvre les prolétaires eux-mêmes, puis le capital et son Etat. Aujourd'hui, dans les pays où le prolétariat est dans la plus grande position de force, le capital le pourvoit en « réserves » grâce à la sécurité sociale, l'assurance chômage, le crédit à la consommation. Cela, de toute façon, n'abolit pas le fondement de la classe prolétarienne.

Cette redéfinition du prolétariat sera assimilée par des imbéciles à une manifestation de modernisme ; c'est la définition positive du prolétaire comme producteur, sa réduction à l'ouvrier, qui résulte de la puissance de la contre-révolution. La classe ouvrière est présentée comme une couche sociologique assez arbitrairement définie par un type d'activité et non plus d'après sa séparation d'avec les instruments de production.

Peut-être s'inquiétera-t-on à partir de là que la définition du prolétariat devienne très floue ou que soit niée l'importance de la transformation de la production et de la destruction du mode de production ? En réalité, ce sont les définitions sociologiques du prolétariat qui sont imprécises et ce sont ceux qui prétendent être l'expression politique du prolétariat qui ne savent pas caractériser les points d'application et le contenu de la transformation révolutionnaire.

Pour définir le prolétariat nous laissons de côté la sociologie et nous partons de la polarisation sans cesse accrue du monde du capital, et en particulier du procès de travail où le producteur est toujours plus dépossédé. Condition prolétarienne et salariat sont liés, mais des non-salariés sont prolétaires et des salariés sont organiquement liés au capital.

Les producteurs concentrés dont on tire la plus-value et qui produisent des biens économiques indispensables joueront un rôle décisif, central, dans le processus révolutionnaire. Eux peuvent bloquer ou remettre en marche la production. Eux sont le support de la valeur et peuvent la nier en se niant comme prolétaires. Mais par là ils ne conquièrent pas de privilège. Leurs idées, leurs activités et même le rapport de forces à l'intérieur des usines seront déterminés aussi par le mouvement d'« éléments extérieurs ». L'enfermement des producteurs dans leur usine particulière, la différence entre « producteurs » et « non-producteurs » seront résolument combattus.

« Invariance » cesse sa parution.

Invariance a, dans l'évolution révolutionnaire d'un nombre trop limité d'individus, joué un rôle important. Cette revue fit paraître certains textes alors peu connus ou introuvables des « gauches communistes » italienne, allemande, russe... En publiant Bordiga, **Invariance** contribua à faire connaître un aspect important, « visionnaire », de celui-ci. Cet aspect étant caché aussi bien par ceux qui se réclament de l'orthodoxie bordiguiste que par ceux qui sont opposés à la « gauche italienne » ou qui voudrait débarrasser celle-ci de son « chef » Bordiga.

Invariance fut une des rares expressions théoriques qui, maintenant d'abord la perspective communiste, ait compris qu'il ne s'agissait plus de régénérer le mouvement ouvrier ; les groupes conseillistes ou bordiguistes se placent eux à la gauche de ce mouvement et voudraient le reconstruire sur un mode radical pour un projet radical. Cette rupture, difficile mais nécessaire afin de saisir la révolution future, a toutefois conduit **Invariance** à rejeter le prolétariat comme sujet révolutionnaire.

En fait, le capital n'a pas dépassé ses contradictions constitutives et la loi de la valeur ; il reste un rapport social contradictoire, et c'est seulement à partir de là que peut être compris l'engendrement de la révolution communiste.

Remettant en cause le « parti formel » de Lénine et de l'orthodoxie bordiguiste comme sujet d'une transformation de la société, puis considérant que ce sujet ne pouvait plus être le prolétariat mais l'humanité tout entière domestiquée dans le cadre de la « communauté matérielle du capital », **Invariance** en est arrivée à désespérer de la révolution elle-même, « le phénomène révolution est désormais fini », lit-on dans le dernier numéro.

Les rédacteurs de cette revue viennent de décider de cesser sa parution. Nous publions ci-après des extraits de ce dernier numéro (« Points de repère : 1968-1980 »).

« Invariance » cesse de paraître (la cessation est effective depuis près de trois ans, mais la décision de l'abandon de la parution date seulement de l'an dernier) parce que son œuvre est accomplie : production d'une autre vision-perspective dont les éléments constitutifs seront exposés dans une autre revue ; réalisation d'un devenir communautaire. La situation (du moins telle qu'elle est envisagée par l'un de ses rédacteurs) au moment de cette déclaration de fin de parution sera exposée dans un article à paraître dans la revue « Emergenza » (c/o F. Pizzi, 1, via C. Battisti, 25030 Coccaglio, Brescia, Italie) : « Situation au sein d'un procès. » La présentation de cette revue est parue dans « Invariance » série III, n° 9, 1980.

A ses débuts (à partir de 1968), « Invariance » a été produite par des éléments provenant de la gauche communiste d'Italie, courant lié à Bordiga (parti communiste international). Elle se rattache donc à un filon bien déterminé du mouvement prolétarien qu'elle ne renie pas, mais qu'elle situe dans l'arc historique que l'humanité a traversé depuis l'origine du phénomène capital jusqu'à nos jours. Le mouvement prolétarien fut la dernière opposition-révolte importante contre la domestication qui s'est finalement opérée avec l'instauration de la communauté capital.

Cette dernière proposition impliqua la nécessité, à laquelle nous nous soumîmes, d'étudier les autres mouvements qui le précédèrent, ce qui nous conduisit à l'étude des différentes hérésies... Ceci était nécessaire pour retrouver les possibles qui s'étaient manifestés à différents moments de l'arc historique en question, afin de mettre en pièces le caractère despotique qu'on confie à l'histoire.

. . . . . .

Le comportement des éléments ayant produit « Invariance » a consisté, en règle générale, à mettre en évidence le pourquoi de l'impasse en précisant en quoi elle consiste (avant 1968, il consista à déterminer ce qu'était la contre-révolution et en quoi elle allait jusqu'au bout en créant inéluctablement les conditions de l'émergence d'un nouveau cycle révolutionnaire) ; à comprendre l'errance et donc tout le devenir du capital en Occident ; à percevoir les modalités de l'impasse chez les humanités autres qu'occidentales, afin de se débarrasser non seulement du passé, mais d'une représentation totale qui opère également sur notre présent et sur notre futur ; car nous sommes lancés, du moins pour ceux qui persistent dans l'œuvre entreprise depuis la parution de la revue, dans une dynamique communautaire, cherchant à vivre ce qui, faute de mieux pour le moment, a été signifié comme dyna-

mique de vie. Afin d'initier cette dernière nous avons été amenés à faire œuvre destructrice, éliminatrice qui, de ce fait, manque parfois d'analyses, de considérations exhaustives et, surtout, elle ne comporte pas d'exposé — si ce n'est à travers le posé d'une différence — de ce que peut être une positivité, c'est-à-dire le mode de vivre que nous cherchons à réaliser.

. . . . . .

En ce qui concerne les critiques qui nous ont été adressées, il est indéniable que certaines contiennent des remarques intéressantes, mais elles sont, en général, trop rackettistes pour pouvoir être prises en considération. En effet, elles ne visent qu'à diffamer, en catégorisant, d'une façon qui se veut infamante. Que certains veuillent à toute force nous instaurer petits-bourgeois, paumés des classes moyennes, paumés parce qu'isolés, etc., cela ne nous concerne pas. Cela reflète seulement le désir de nos critiques de se situer et de s'exhiber révolutionnaires authentiques et leur inquiétude de ne pas être reconnus en tant que tels.

Il faut espérer qu'ils se rendront compte que cette dernière n'a plus de raison d'être puisque le phénomène révolution est désormais fini, ce qui implique également (sans découler uniquement de cette constatation) qu'ils réfléchiront sur le problème de l'intervention et sur la nécessité de mobiliser, diriger, conseiller, etc. les autres. Dès lors, ayant perdu cette mauvaise inquiétude, ils seront à même de réaliser leur œuvre humaine.

La cessation de la parution de la revue ne devrait pas s'accompagner de celle de tout contact avec qui le désire. En conséquence, je rappelle la nouvelle adresse reportée ci-dessous. — Mars 1983.

Jacques Camatte,
Feliaria-Dyoni, Fox-Amphoux, 83670 Barjols.

Présentation non critique de quelques publications.

CONTRE-RÉVOLUTION EN ESPAGNE (1936-1939). — Au-delà de la longue préface de Jean Barrot, la réédition d'articles, sur l'Espagne, de la revue **Bilan** (1933-1938), organe de la gauche communiste d'Italie en exil. Malgré l'armement des ouvriers et malgré les collectivisations qui s'ensuivirent, l'insurrection ouvrière ne fut, pour les rédacteurs de cette revue, qu'une révolution dévoyée et avortée, ne renversant ni Etat ni capital. Mai 1937 n'a représenté qu'un sursaut, la révolution ayant été battue auparavant ; il n'y avait pas de « foyer révolutionnaire » qui aurait mérité d'être soutenu. (Editions 10/18 ; à signaler également la traduction en castillan d'un choix de ces mêmes textes [Ediciones Etcétera, apartado de correos 1963, Barcelone, Espagne].)

[...] Le parti de classe ne s'invente pas, il ne s'improvise pas, il ne s'importe pas non plus. S'il n'existe pas, c'est que la situation n'en a pas permis la formation, si, par surcroît, de formidables événements précédents n'en ont pas frayé le chemin, c'est que, dans le mécanisme même de l'évolution de la société espagnole, des ressorts n'existent pas encore qui peuvent permettre la production de cet outil indispensable à la victoire de la classe prolétarienne. Ce sont des raisons qui dépassent les individus et leurs qualités, et nous laissons à d'autres le soin de tout expliquer par le fait que les ouvriers espagnols seraient inférieurs à leurs frères des autres pays en ce qui concerne la construction du parti de classe, alors que, par contre, ils détiendraient un avantage pour ce qui est de l'héroïsme, l'abnégation, le sacrifice. — **(N° 33, juillet-août 1936.)**

A Barcelone en premier lieu et dans tous les autres centres ouvriers aussi, l'attaque de la droite se heurta à un soulèvement populaire, qui, parce qu'il luttait sans la moindre attache avec la machine étatique capitaliste et affirmait sa base de classe, put rapidement désagréger les régiments, où, en correspondance avec ce qui se déroulait dans les rues, la lutte de classes éclata et les soldats se révoltèrent contre leurs chefs. A ce moment, le prolétariat s'acheminait directement vers un intense armement politique, d'où ne pouvait résulter qu'une offensive dirigée contre la classe capitaliste, et vers le triomphe de la révolution communiste. — **(N° 34, août-septembre 1936.)**

Examinons maintenant deux genres d'organismes qui se sont constitués en opposition les uns aux autres. Les conseils d'usines et le conseil de l'économie de la Catalogne.

Lorsque les ouvriers reprirent le travail, là où les patrons avaient fui ou furent fusillés par les masses, se constituèrent des conseils d'usines qui furent l'expression de l'expropriation de ces entreprises par les travailleurs. Ici intervinrent rapidement les syndicats pour établir des normes tendant à admettre une représentation proportionnelle là où se trouvaient des membres de la C.N.T. et de l'U.G.T. Enfin, bien que la reprise du travail s'effectuât avec la demande des ouvriers de voir appliquées la semaine de trente-six heures, l'augmentation des salaires, les syndicats intervinrent pour défendre la nécessité de travailler à plein rendement pour l'organisation de la guerre sans trop respecter une réglementation du travail et des salaires.

Immédiatement étouffés, les comités d'usines, les comités de contrôle des entreprises, où l'expropriation ne fut pas réalisée (en considération du capital étranger ou pour d'autres considérations), se transformèrent en des organes devant activer la production et, par là, furent déformés dans leur signification de classe. Il ne s'agissait pas d'organismes créés pendant une grève insurrectionnelle pour renverser l'Etat, mais d'organismes orientés vers l'organisation de la guerre, condition essentielle pour permettre la survivance et le renforcement de cet Etat.

. . . . . .

Désormais les ouvriers, au sein des usines qu'ils avaient cru conquérir sans détruire l'Etat capitaliste, redeviendront les prisonniers de ce dernier et bientôt, en octobre, sous prétexte d'œuvrer pour la réalisation d'une nouvelle ère, de gagner la guerre, on militarisera les travailleurs des usines. — **(N° 36, novembre-décembre 1936.)**

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE (Contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire). — Antidémocratisme, anti-« culturalisme », affirmation du caractère antimercantile de la révolution, rôle du parti comme organe politique et révolutionnaire de la classe ouvrière, voici ce qui caractérise la gauche communiste d'Italie. Face à la gauche germano-hollandaise, elle souligne le caractère prolétarien d'Octobre 1917. Ses origines

remontent aux années précédant la première guerre mondiale. « Fraction intransigeante » à l'intérieur du P.S., elle s'opposera à l'union sacrée et se ralliera à la révolution bolchevik. Bordiga dira de cette révolution qu'elle confirme les théories de Marx ; Gramsci soutiendra qu'elle s'est faite contre les lois du **Capital**. Se ralliant à l'Internationale communiste, la fraction sera à l'origine de la fondation du P.C. d'Italie où elle sera majoritaire jusqu'en 1926. Le cours de la contre-révolution en Russie et dans le monde se retournera contre elle. Le fascisme au pouvoir emprisonne ou disperse en exil ses militants. Très marginalisée, la fraction continuera, à l'étranger, notamment en France et en Belgique, à exprimer et à approfondir ses positions. En Italie, elle retrouvera provisoirement une certaine influence de 1943 à 1947, moment où le fascisme s'affaiblit et où l'ordre démocrate-stalinien n'est pas encore tout à fait consolidé. Le parti communiste internationaliste, fondé en 1943 et qui rapidement redevient un petit groupe, se perpétue aujourd'hui, malgré de multiples scissions, à travers les diverses sections du parti communiste international qui édite, en France, **Programme communiste**. D'autres groupes sont apparus qui s'inspirent des positions de la gauche italienne et particulièrement de la revue **Bilan**. L'un d'eux, le Courant communiste international, qui se réclame de l'apport des gauches allemande, hollandaise et italienne, vient d'éditer son histoire de la gauche italienne, notamment celle des années 1930 « méconnue » par le « bordiguisme officiel » : il s'agit de lutter contre une image sectaire et monolithique de la gauche italienne. Le parlementarisme, le rôle des conseils ouvriers, l'action dans les syndicats, la nature de la société russe, le soutien aux mouvements de libération nationale, la place du parti, de l'Etat, de la valeur dans une phase de transition, les causes et la fonction de la guerre impérialiste, toutes ces questions n'étaient pas tranchées et donnaient lieu à des discussions soit à l'intérieur de la gauche italienne, soit avec des courants proches. (**R.I.**, B.P. 581, 75027 Paris Cedex 01.)

Entreprendre aujourd'hui une histoire (ou plutôt une ébauche d'histoire) de la gauche communiste italienne entre les deux guerres est peut-être encore une gageure. Mais l'importance de ce courant, moins numériquement qu'idéologiquement, les contacts qu'il eut avec les autres groupes sortis après 1927 du Komintern sur sa gauche imposent une telle étude. L'existence aujourd'hui encore de nombreux groupes se réclamant d'une gauche italienne plus ou moins mythique, dont bien souvent ils ont reconstruit artificiellement l'histoire, quand ils ne l'ont pas déformée ou purement cachée, impose un travail de recherche sur la période la moins connue de son existence : dans l'émigration de 1926 à 1945, en France et en Belgique (mais aussi aux U.S.A.), et en Italie du congrès de Lyon à 1945, qui voit la disparition de la fraction italienne dans le nouveau parti.

. . . . . .

Pratiquement aucun ouvrage n'a été écrit sur cette période clef tant en Italie qu'en France. En Italie, le courant bordiguiste est évidemment mieux connu qu'en France ; mais son étude se limite bien souvent à la période qui précède 1926. Les textes de Bordiga, quand il était à la tête du P.C. d'Italie, ont été peu à peu republiés. Des études nombreuses ont été consacrées à ce parti, à ses débuts, qui de plus en plus insistent sur l'importance de Bordiga, et replacent à sa juste place le rôle de Gramsci et de Togliatti. Mais bien souvent, de telles études se limitent à la personnalité de Bordiga plus qu'au courant qu'il contribua à former. Pour quelques travaux honnêtes (en particulier celui de De Clementi), il y a beaucoup de livres écrits par des membres du P.C.I. ou de groupes gauchistes dont le but avoué est de montrer le « sectarisme », voire l'« infantilisme » du « bordiguisme », pour lui opposer le « gramscisme ». Un révolutionnaire comme Bordiga ne pouvait et ne peut que susciter encore aujourd'hui les passions les plus vives, car les positions qu'il défendit se trouvent incarnées dans tout un courant politique qui demeure vivant.

En France, il serait bien difficile de trouver une étude sur le courant « bordiguiste » et Bordiga avant 1926. La mode politique du jour, les arrière-pensées d'intellectuels et chefs staliniens ou gauchistes, à la recherche d'une « filiation » historique moins compromettante que celle de Staline, ont fait naître le « gramscisme ».

. . . . . .

Nous avons fait le choix délibéré d'insister particulièrement sur les positions politiques du courant « bordiguiste », en montrant leur évolution progressive, déterminée par tout le contexte historique. Sans négliger l'histoire sociale, voire « sociologique » de la fraction italienne, l'histoire organisationnelle, il nous a semblé qu'il était particulièrement important et nécessaire de mettre en valeur ces positions. Elles reflètent toute une période historique, riche en débats et affrontements d'idées, dans le sillage de la révolution russe ; débats qui sont loin d'être conclus, vu l'importance des questions soulevées.

Une histoire de la gauche communiste italienne ne peut être que politique, car aussi bien les problèmes soulevés que les réponses données ont été et sont encore politiques.

DES LUTTES ACTUELLES À LA RÉVOLUTION (Notes sur la restructuration et le nouveau cycle de luttes). — Une pensée laborieuse, mais un effort pour repréciser et saisir unitairement et historiquement le rapport entre prolétariat, capital et communisme, notamment à partir des **Grundrisse** de Marx. Les rédacteurs de **Théorie communiste** ne s'occupent pas de considérer et de dénoncer la contre-révolution politique, comme cela est généralement fait ; au centre de leurs préoccupations, il y a l'évolution du procès de production conçu non pas comme un ensemble de moyens se développant quantitativement, dont le prolétariat pourrait s'emparer, mais plutôt comme un rapport entre prolétariat et capital. Les caractéristiques, l'évolution de ce procès, ainsi que celui du mode de reproduction de la force de travail, qui lui-même répond aux luttes prolétariennes, permettent ou ne permettent pas que la contradiction entre prolétariat et capital produise le communisme. Précisément, la restructuration actuelle, qui accompagne la crise et qui nous fait passer à un second stade de la domination réelle, pourrait créer, et contrairement à la phase dont nous sortons, un rapport révolutionnaire conduisant à la révolution. (**Théorie communiste**, n° 4, décembre 1981, C. Charrier, B.P. 2318, 13213 Marseille Cedex 02.)

La restructuration est par là la réponse adéquate (et produite par elle) à la contradiction entre le prolétariat et le capital telle qu'elle s'était développée et aux luttes qui la manifestaient, en ce sens, elle n'a rien d'un projet

ou d'un plan que les luttes viendraient taquiner. Dans la restructuration le capital s'emploie à faire disparaître la situation qui avait entraîné ces luttes. Il ne s'agit pas par exemple d'abaisser les cadences, mais d'organiser différemment le procès de travail. Ces luttes manifestent une crise que le capital résout en la dépassant, dépassement qui est lui-même le produit de la crise.

Si donc les luttes ne dépassent pas la défense de la condition prolétarienne, la cause ne doit pas en être cherchée dans une tare originelle de celle-ci, c'est la contre-révolution en tant que restructuration du capital, adéquate au contenu de cette défense, qui pose cette impossibilité et fait de son contenu le plus avancé, l'auto-organisation, une limite du processus révolutionnaire.

Le contenu qualitatif de la restructuration est de façon générale la transformation du rapport entre le prolétariat et le capital en un rapport adéquat à l'appropriation des forces sociales du travail. Cela se manifeste à tous les niveaux et fondamentalement dans le procès de production immédiat. Le développement du système des machines en système automatique **n'est pas du tout fortuit**, c'est la transformation historique du système des machines qui avait créé le rapport du capital au prolétariat comme rapport au travailleur collectif, en moyen adéquat à l'appropriation des forces sociales du travail (division du travail — technique et sociale —, association, coopération, science). Avec le système automatique des machines, le mouvement du capital fixe en ce qu'il est appropriation des forces sociales du travail, fait réellement face au travail vivant en ce qu'il devient indépendant par rapport à lui, en ce qu'il y a hétérogénéité dans le contenu et l'allure du travail et du mouvement des machines.

La restructuration, qui s'amorce au travers du procès de dévalorisation qu'est la crise et grâce à lui, est le dépassement des limites sur lesquelles est venue buter la valorisation intensive, c'est-à-dire un dépassement de sa contradiction interne : le développement du travailleur collectif et son intégration dans la reproduction du capital au travers d'un procès de production inadéquat à l'appropriation des forces sociales du travail.

. . . . . .

Il ne peut s'agir bien sûr que d'une transformation à l'intérieur de la domination réelle et non du passage à un autre stade d'où forcément le caractère d'approfondissement que prend cette restructuration. Toutefois l'on ne peut en rester là car **c'est par rapport à la révolution que la question de la restructuration prend toute son importance**. En effet, peut-on dire que le rapport entre les classes tel qu'il a été jusqu'à présent défini par le développement de la domination réelle était porteur de la révolution ? D'après ce que nous avons dit de l'ancien cycle de luttes il semblerait que non. S'il est donc important de qualifier les transformations que subit actuellement le mode de production capitaliste de **restructuration** c'est parce que nous disons dans le même temps que **ces transformations ont pour sens la mise en place d'un rapport entre les classes pouvant déboucher sur un rapport révolutionnaire**. Ce qui est différent, par exemple, d'un simple rétablissement du taux de profit comme cela pourrait être le cas dans un approfondissement quantitatif.

AU-DELÀ DU PARTI (Évolution du concept de parti depuis Marx). — Le « collectif Junius » nous donne là une bonne occasion de réviser les classiques : Marx bien sûr, mais aussi Luxembourg, Rühle, Bordiga et quelques autres. Ce n'est pourtant pas le seul but de ce texte qui essaye de cerner l'origine de la notion de « parti » dans le mouvement communiste. Notion qui reste très agissante dans la revue **Bilan** (voir ci-dessus), sans que cela nous ait perturbés ou ait suscité de notre part un mouvement de recul. (Cahiers Spartacus, série B, n° 116.)

La critique du concept de parti, y compris par les conseillistes et par les diverses variantes de modernistes (situationnistes, associationnistes, autonomes de tous poils...), évite de situer clairement les origines du caractère erroné de ce concept **dans les thèses de Marx lui-même**. Pire, elle croit pouvoir opposer la théorie du « parti prolétarien » chez celui-ci à toutes celles qui, à partir de la social-démocratie et du léninisme, ont assimilé le parti à la représentation du prolétariat, à l'incarnation de sa conscience de classe, à la garantie de sa réalisation du communisme compris comme un « programme historique » et donc, lorsqu'il a « conquis le pouvoir politique », à un Etat « transitoire » chargé d'assurer les conditions de cette réalisation (dictature du parti) !

Sur la question nationale et sur l'analyse du processus révolutionnaire en Russie, Rosa Luxembourg n'hésita pas à abandonner ce qu'elle appelait les « vieilles idées » de Marx et d'Engels. Pour nous, révolutionnaires tirant les leçons de la contre-révolution mondiale qui s'est développée à partir d'octobre 1917, il s'agit d'en faire de même à propos des conceptions des « pères fondateurs » sur le parti. Notre méthode critique n'a rien à voir avec un soi-disant « anti-autoritarisme » ou autre « apolitisme » que mettent en avant les anarchistes pour condamner Marx, alors que leurs propres théoriciens, à l'image de Bakounine, ont développé et mis en pratique des conceptions de l'organisation révolutionnaire et de ses rapports avec l'ensemble du prolétariat qui préfigurent en bien des points le léninisme !

. . . . . .

Chez Marx, ce qui est profondément juste c'est la vision d'une phase politique par laquelle doit passer le mouvement social de la classe ouvrière. Cette phase se caractérise par la lutte du prolétariat contre l'Etat capitaliste devant aboutir à la destruction complète de celui-ci et à l'instauration d'une « dictature du prolétariat » pour empêcher toute tentative de reprise du pouvoir par la bourgeoisie. De classe économique définie sociologiquement par et pour le capital, le prolétariat devient ainsi une classe politique capable d'agir par et pour elle-même. De classe qui ne possédait rien dans le capitalisme et qui était dépouillée de son « être » propre (aliénation totale car « l'idéologie dominante c'est l'idéologie de la classe dominante » !) le prolétariat se transforme en une classe consciente et armée d'un projet révolutionnaire grâce à son mouvement d'affrontement violent avec le système capitaliste.

CONTRE LE RACKET ABERTZALE. — Contre le nationalisme basque, un métèque la ramène. Il passe en revue les différentes expressions, jusqu'au nationalisme « libertaire » de la revue **Askasatuna**, de cette « névrose de masse » qui visiblement l'exaspère. (Editions Distance, B.P. 54, 64200 Biarritz.)

Qu'on me comprenne bien, je ne nourris aucune haine particulière contre le Pays basque et ses habitants : je suis foncièrement internationaliste ou, ce qui serait plus près de mon sentiment profond, je suis cosmopolitiste. Cependant, ce que j'ai écrit est certainement assez méchant à l'encontre du nationalisme basque pour que je puisse m'attendre d'ores et déjà à la réaction courroucée de ses chantres les plus bêtes qui, inévitablement, m'accuseront de je ne sais quelle bâtardise ethnique ou idéologique, aussi certainement d'appartenir aux services d'intoxication de l'Etat espagnol, et autres extravagantes dénonciations staliniennes. Mais quoi de plus naturel pour des comploteurs professionnels que de voir partout un complot organisé contre leur pauvre stratégie politico-militaire ? Malheureusement pour eux, leur colère sera d'autant plus désemparée et cocasse, que pour la première fois ce n'est pas d'un camp officiel adverse ou rival que part cette diatribe, mais de la plume d'un prolétaire lucide et hostile à ce monde qu'ils veulent aménager. Ces apôtres du mensonge déconcertant et de la sottise exubérante, jusque-là habitués au confort d'être épargnés par une véritable critique radicale, gonflés de la fierté d'obtenir les suffrages

d'une populace crédule, peuvent désormais cesser de caresser avec quiétude l'ambition de gérer dans cette région de la terre, en toute autonomie ou indépendance, cela même qu'une subversion communiste se propose d'abolir sans ambages ni transition, à savoir le capital, le salariat, l'Etat, la marchandise, le prolétariat, bref, tout ce qui dans le cadre de telle ou telle nation particulière constitue l'aliénation universelle de l'humanité.

. . . . . .

[...] Aujourd'hui c'est la question de la **gestion** du capital qui masque celle de sa destruction. Cela implique la disparition de la bourgeoisie classique non seulement en tant que propriétaire des moyens de production, mais aussi en tant que classe dirigeant, orientant la production. Il ne subsiste plus que des **fonctionnaires au service du capital**, des esclaves plus ou moins bien salariés, avec bien entendu des différences de train de vie, selon leur rôle social. Dans ce contexte moderne, il ne s'agit plus seulement de l'exploitation de l'homme ou de la domination d'une classe sur une autre. Le capital peut exister sans bourgeoisie et si l'exploitation continue avec la hiérarchie et l'autoritarisme, cela ne doit pas nous cacher la fondamentale et horrible domestication généralisée de l'espèce humaine par le capital.

Quelle époque !

L'émergence des révolutionnaires est déterminée par l'époque historique ; leur activité, par la nature de l'époque et leur perspective historique.

La crise de la société est généralement reconnue comme n'étant pas seulement économique, mais « crise de civilisation », « crise des rapports humains, de la manière de produire, de consommer », sinon du monde de la production et de la consommation.

Pour Jean Denizet, fêtant avec **l'Expansion** (n° 200-201) le bicentenaire de la révolution industrielle, « l'homme des pays riches, comblé de commodités matérielles, est aussi un homme malheureux. L'expérience quotidienne comme les statistiques montrent la montée de la violence, du recours à la drogue, des maladies mentales, des suicides. Tandis que, dans les pays pauvres, un milliard d'hommes peut-être ne naissent que pour affronter la faim, la maladie, et très tôt la mort. Cet idéal du dix-huitième siècle : "Le plus grand bonheur pour le plus grand nombre" (Bentham), n'est certes pas réalisé à l'échelle de la planète. C'est plutôt le grand malheur pour le plus grand nombre. Si l'on utilise le critère de Bentham, l'échec de l'époque actuelle par rapport à toutes les époques passées est manifeste.

» Les deux siècles de la société industrielle, c'est finalement cela : notre incapacité radicale à mettre au service des hommes les moyens techniques extraordinaires dont nous disposons. Que s'est-il passé pour que la société industrielle, née dans l'enthousiasme des Lumières, ait abouti à cette nuit sombre, à cette impuissance, à ce désordre ? »

S'agit-il d'une impasse historique de la société capitaliste ou d'une mauvaise passe ? Le futurologue optimiste H. Kahn assure que l'économie assainie va enfin redémarrer ; les difficultés d'approvisionnement en ressources soulevées par le Club de Rome ne pèseraient vraiment qu'au milieu du vingt et unième siècle.

Un redémarrage durable et général de l'économie s'annonce difficile sur la base actuelle, le décalage instauré entre les aspirations nouvelles ou anciennes des populations paraît difficilement surmontable. Cependant, cette crise plus globale a un déroulement plus lent que les crises passées et ses effets les plus graves se font pour l'instant sentir surtout à la périphérie du système capitaliste.

Le désarroi se manifeste non seulement dans le camp des défenseurs de l'ordre établi, mais également dans celui de la révolution, malgré la crise et sans doute même en raison de la crise. Celle-ci semble refouler les tendances au dépassement apparues durant la décennie précédente au profit d'un « égoïsme économique » ou « quotidienniste ». Des mouvements sociaux importants surgissent, mais soit ils restent du type des émeutes accompagnées de pillages, soit, larges mouvements de masse, ils sont relativement « sages » et désarmés sans avoir fait franchir un pas décisif au mouvement prolétarien.

D'un côté, une crise qui apparaît comme profonde, de l'autre, un mouvement qui n'arrive pas à être à la hauteur des problèmes posés à l'humanité. Cette situation provoque des attitudes de repli sur le groupe, sur la théorie, sur les principes... Elle provoque également un certain volontarisme : pour être à la hauteur de la « situation objective », on épuise de faibles forces sans rencontrer de « répondant » ; pour précipiter ou forcer le cours des choses, on glisse vers l'opportunisme.

Actuellement, la question est d'abord théorique. Il s'agit :

De savoir si la période permet la révolution communiste et comment cette possibilité se manifeste dans la réalité sociale ;

De déterminer la gravité de la crise et surtout sa nature, de prévoir, autant qu'il est possible, son déroulement ;

De saisir le type de réactions prolétariennes et capitalistes que la crise provoque et provoquera et de quelle façon la perspective communiste se relie à ces réactions.

Quelle époque historique vivons-nous ? C'est sur ce thème que nous organiserons une réunion publique.

Correspondance.

Ce courrier, publié ici chronologiquement, a pour origine la lettre que nous avons fait parvenir au journal **Révolution sociale** (voir la publication de cette lettre dans **la Guerre sociale** n° 5, p. 40-41). — **Rectificatif**. Un oubli de correction nous fait dire dans cette lettre, mais uniquement dans sa publication : **Nous n'avons pas pu être joints par**..., alors qu'il fallait lire : **Nous n'avons pu être joints**... (p. 41, 1re colonne, 1re ligne du 1er §).

Vitry, le 2 février 1983.

Aux camarades de « la Guerre sociale »,

J'ai lu dans votre dernier numéro de « la Guerre sociale » (n° 5) une lettre datée du 25 janvier 1982 adressée aux camarades de la revue « Révolution sociale » et dans laquelle est glissée une remarque nous concernant.

Vous dites en substance : « Et à quoi rime d'ailleurs aussi la signature du membre du "Frondeur" que nous n'avons même pas vu distribuer votre tract à la manifestation. »

Avant d'avancer de si sournoise affirmation, encore faudrait-il s'informer de tout ceci et chercher à connaître les raisons de notre absence.

Je répondrai donc par cette présente mise au point.

• Ma réponse n'est pas une intervention téléguidée, au nom du groupe Volonté communiste, par une insidieuse et occulte délégation de prérogative. Je vous écris au simple titre de participant actif à « l'animation » de la revue « le Frondeur » et directement mis en cause par votre insertion.

• Ceci dit, il n'y a derrière ma réponse aucune justification voulant cacher une quelconque culpabilité relative à mon manque de responsabilité vis-à-vis de « ceux qui font l'histoire ». Ni sensibilité blessée, ni mauvaise conscience face à l'histoire, je n'ai que FOUTRE, comme mes semblables, des petits chefs donneurs de leçons brevetés de la pensée radicale. Je méprise ces fausses querelles qui masquent la réalité des relations altérées et aliénées que reproduisent entre eux les révolutionnaires.

• Il est bien vrai que je fus le seul responsable de la signature de ce tract commun pour l'ensemble de l'équipe de rédaction. La situation du moment me contraignit à une telle attitude dans l'impossibilité de joindre mes camarades dans l'instant et dans l'urgence de répondre immédiatement à la proposition. Il existe entre nous une liberté et une confiance réciproques dans nos rapports tant humains que politiques qui nous permettent dans un pareil cas de prendre rapidement une décision collective, impliquant chacun de nous. Il va de soi que cette pratique est accidentelle et ne peut en aucun cas devenir une constante dans notre mode de relation. Nous savons précisément ce que chacun d'entre nous pense et sur quelle base peut reposer notre accord. De même que je n'aurais jamais signé un tract nous impliquant collectivement — même si mon accord personnel est total avec le texte — si celui-ci peut implicitement par son contenu soulever une interrogation quelconque parmi mes camarades.

• Nous avons pu constater que ce tract que vous qualifiez de « très moyen et qui reste au niveau des généralités » ne soulevait pas de divergences particulières qui eussent nécessité plusieurs rencontres pour les gommer ou tenter de les aplanir.

• Notre démarche à propos de toute activité pratique commune a sensiblement évolué depuis cette « affaire polonaise », dans le sens de dépasser le simple mouvement de l'intervention par la recherche d'une continuité de l'action à travers la poursuite d'une réflexion théorique collective. Ce qui à mon avis fut engagé après le tract dont il est ici question par la création du « collectif Lutte de classe ». Une tentative certes critiquable et limitée — mais en nette progression face aux facéties des diverses sectes ultra-gauchistes — de poursuivre sous une autre forme (plus collective et plus directe) nos diverses interventions communes sur le thème de la Pologne et ses implications ici et ailleurs, comprenant son possible dépassement.

• Quant à notre absence à la distribution de ce tract à la manifestation du 14 décembre 1981 au soir, elle est due à une suite de quiproquos et de retards dont nous sommes seuls responsables, et qui provoqua notre arrivée sur les lieux alors que la manifestation commençait à se disloquer. Par la suite nous ne pûmes vous rejoindre, bloqués dans notre progression par la bousculade provoquée par les empoignades entre la droite musclée voulant apporter son soutien aux Polonais dans leur juste lutte contre le bolchévisme et les démocrates qui entendaient bien imposer leur racket sur ce mouvement de veuves frustrées de la démocratie syndicale.

• Il va sans dire que nous mettons en doute l'opportunité stratégique d'une diffusion de tracts ou de toute autre forme d'intervention en direction de ce milieu démocratique et de leurs manifestations pleunichardes.

• Cette absence accidentelle sur le théâtre des opérations en cours ne nous empêcha évidemment pas de diffuser ce texte autour de nous, auprès d'amis et contacts, diversement sur nos lieux de bagnes respectifs.

• A propos de stratégie, nous pratiquons ce type d'intervention, jugé par nous plus opérationnel, dans le sens de la rencontre et du débat direct. Plutôt qu'une diffusion massive et indistincte dont l'impact sera mesuré par la quantité de prospectus jonchant le sol, nous préférons le mode de faire circuler le texte parmi nos amis, voisins, rencontres, etc. en essayant dans la mesure du possible de dépasser le cadre du texte proposé à la lecture, par la discussion. La prise de connaissance ne s'arrête pas à une simple lecture hâtive mais peut et souvent se répercute par un échange fructueux. Ce qui est loin, malgré les limites de cette forme d'action, d'être négligeable dans l'époque actuelle. C'est une contribution à la circulation de la théorie plus efficace qui aide à l'apparition d'une dynamique relationnelle basée sur la critique totalisante de l'aliénation.

• Vous pouvez bien sûr publier ma lettre dans les colonnes de votre revue, dont j'envoie une copie aux camarades de « Révolution sociale ». Nous apprécions la transparence et l'honnêteté nécessaires dans toutes relations humaines ou qui se voudraient ainsi. Et afin que chacun de nous tire profit du fruit de l'expérience de tout ceci, ne voyez dans cette lettre que l'expression d'une polémique fondée.

Recevez, camarades, mes salutations fraternelles.

Pour « le Frondeur »,
Jean-Luc Fauteret.

« Le Frondeur », B.P. 105, 94402 Vitry Cedex.

Paris, le 15 février 1983.

A Jean-Luc Fauteret,

Ce qui ressort de ta lettre du 2 février 1983, c'est que notre « sournoise affirmation » se révèle juste : 1° Parce que tu reconnais que le « membre du "Frondeur" » fut « seul responsable de la signature de ce tract commun pour l'ensemble de l'équipe de rédaction » du « Frondeur » (fait dont toi seul relève le caractère accidentel et qui nous importe peu) ; 2° Parce que tu reconnais également que « nous n'avons même pas vu [le membre du "Frondeur"] distribuer [le] tract à la manifestation », tels sont les termes que nous employions dans notre lettre. Nous constations un fait et nous posions une question. Nous n'en disions pas plus sur « le Frondeur ».

Le reste (« quiproquos », « empoignades », « pratique accidentelle », « raisons » — expressions que tu emploies —, etc.) relève de la commedia dell'arte.

Laissons donc là ces pantalonnades et passons aux choses sérieuses : pourquoi « Révolution sociale » — qui nous a attaqués publiquement — n'a toujours pas publié notre lettre du 25 janvier 1982 ?

Pour la « Guerre sociale »,
J. Benhamou.

P.S. — Copie à « Révolution sociale ».

Paris, le 3 mars 1983.

Camarades,

Mieux vaut tard que jamais ! Voici donc notre réponse à votre lettre du 25 janvier 1982.

Tout d'abord, nous ne chercherons pas d'excuses à la non-publication de celle-ci dans les colonnes du journal « Révolution sociale ». Votre lettre n'avait pas été « oubliée », mais, pris par nos diverses activités, nous avons sans cesse repoussé la rédaction d'une réponse que nous voulions faire paraître en même temps. De fait, les numéros de « R.S. » se succédèrent sans jamais contenir cette correspondance : vous avez donc eu raison de pallier notre manque en rendant publique votre lettre dans le n° 5 de « la Guerre sociale ».

Ensuite, plus d'un an après, nous pensons toujours que les malentendus mis en évidence par votre lettre et risquant de déboucher sur des polémiques stériles à la suite de notre article (cf. le n° 5 de « R.S. ») sont le produit — en majeure partie — de l'absence d'un « processus de concertation mutuelle et assez systématique avec des individus et groupes pour unifier nos interventions » !

Nous sommes parfaitement d'accord qu'un tel processus ne peut pas naître uniquement sur la base de tracts communs ; mais nous ne pensons pas non plus qu'il sortira d'une confrontation de plates-formes ou de positions de principe. Les fameuses « bases théoriques claires » qui permettraient d'engager ce processus sont à élaborer en rapport avec la période que nous vivons, et pas simplement en référence à ce que d'aucuns appellent les « leçons du passé ». La préparation révolutionnaire implique dès aujourd'hui une intervention dans la lutte de classe sans laquelle la réflexion théorique ne pourra pas être réellement enrichie. En ce sens, le fait que vous trouviez « décevant » le contenu de « R.S. » est une critique insuffisante qui élude la question de la nécessité ou pas pour les révolutionnaires d'essayer de sortir, ici et maintenant, un type de publication en prise sur les événements. Dans notre texte intitulé « Malgré tout ! (bis) » (cf. « R.S. » n° 16), expliquant les raisons de la suspension provisoire du journal, nous réaffirmons — en liaison avec notre analyse de la période actuelle — la nécessité de continuer à se situer dans la perspective d'une telle publication et nous tentons de définir un cadre élargi pour y parvenir : « Pour nous, excluant toute conception "frontiste", l'ouverture de "R.S." signifie l'élaboration de base théorico-pratiques claires, révolutionnaires (mais ne se limitant pas à celles du G.V.C. qui n'a jamais prétendu détenir la vérité !). Ces bases permettraient de définir les objectifs communs d'une association assumant une publication unitaire, tout en laissant la place aux débats pour favoriser la compréhension, et si possible le dépassement des divergences. »

Si vous pensez que la situation actuelle n'est pas grosse « à court terme d'affrontements décisifs », il faut l'analyser et le dire clairement. En ce cas, la tentative d'une publication « en liaison avec la continuité des événements » ne s'impose évidemment pas. La parution de « la Banquise » a au moins l'avantage de centrer le débat sur ce sujet qui, pour nous, est essentiel : « La période récente, caractérisée par un reflux relatif des luttes de classes dans les grandes métropoles, est-elle un hiver un peu long ou s'agit-il des premières années d'une grande glaciation séculaire ? La revue tentera de donner des éléments de réponse à cette question » (cf. n° 1, « Avant la débâcle »).

Les révolutionnaires en seraient donc réduits à attendre le réveil du « démon des glaces » en dissertant dans leurs igloos et en diffusant leurs revues confidentielles aux quelques Esquimaux rescapés de la tourmente contre-révolutionnaire.

Par ailleurs, il est évident que des textes plus généraux, soucieux de théorie « fondamentale » et moins orientés sur l'actualité, ont aussi une grande importance dans la réflexion et peuvent favoriser l'unification. Mais il ne s'agit pas de tendre à leur décerner, à eux seuls, le label « théorique ». Le syndrome furonculeux de Marx était le produit d'une méthode encore trop rattachée à la philosophie, et ce malgré les Thèses sur Feuerbach : « Dans ce système

de pensée close de type hégélien, la raison raisonnante se mord la queue, les grands prêtres officient la médiation entre le sacré et le profane, pardon, entre la théorie et la pratique qui ''n'est saisie et fixée que sous sa vulgaire et judaïque forme phénoménale'' (cf. première Thèse sur Feuerbach), et l'accumulation d'arguments strictement déductifs (qui découlent des principes) instaure le règne du langage de bois, lequel se charge de tout justifier, y compris les pires absurdités » (cf. « De la nécessité d'une analyse de la période », n° 2 du « B.D.I. » nouvelle série).

Quant aux lieux dans lesquels une « concertation mutuelle et assez systématique » pourrait se mettre en place, nous estimons qu'ils sont variés et qu'il ne faut pas en privilégier l'un par rapport à l'autre. Même si les débats doivent parfois se limiter strictement aux individus et groupes partisans d'un tel processus, il faut également garder un caractère public au plus grand nombre possible de discussions.

Sur le plan des expériences ratées, il y a eu par exemple le « collectif Lutte de classe » auquel vous n'avez pas tenté de participer, mais aussi les « conférences internationales » (Londres, Toulouse) desquelles vous vous êtes retirés en dénonçant le « dialogue de sourds » et « l'attitude politicarde des groupes ultra-gauchistes » (chantage, volontarisme, réinstauration des tours de parole, longues tirades des spécialistes du discours politique...). A ce propos, nous tenons à vous faire remarquer que le meilleur moyen pour permettre à tout le monde de juger sur pièces et de tirer un bilan demeure la publication du compte rendu des débats qui ont eu lieu à Toulouse. Nous sommes donc toujours favorables à la sortie du « B.D.I. » n° 3 (comme il était prévu) et nous nous y employons.

Pendant plusieurs mois, régulièrement, nous avons organisé des réunions publiques (et pas simplement sur des questions d'actualité, exemples : mise au point sur l'autonomie ouvrière, critique du concept de parti...). Mais, arguant entre autres raisons de la difficulté à vous exprimer dans ce genre de débats, vous n'y êtes venus que très rarement. A votre tour, tout en faisant des réunions ouvertes (mais sur invitation), vous avez inauguré la tenue de réunions publiques (cf. celle sur la Pologne)... Aussi, au-delà de notre critique formulée à propos des histoires de tract et d'affiche vis-à-vis du 13 déc. 1981, nous persistons à penser que votre attitude est souvent incohérente par rapport au projet de concertation dont vous vous déclarez « partisans ». De même dans le choix de vos contacts avec les groupes. A l'occasion de la crise du « Prolétaire », vous avez fait l'effort de rédiger une véritable petite brochure intitulée « Lettre ouverte aux camarades du P.C.I. maintenu » qui commence par : « C'est avec un grand intérêt que nous avons lu le numéro 367 de votre journal, ''le Prolétaire''.

» Cet intérêt est lié au fait que le parti communiste international s'inscrit dans un courant — ''la gauche italienne'' — qui nous a profondément influencés. Bordiga a évidemment produit des textes importants, mais également, avant la deuxième guerre mondiale, les rédacteurs de la revue ''Bilan''... »

Et se termine par : « Repensons aux positions de ''Bilan'' sur la ''question nationale'' ou à son effort pour trouver dans la réalité sociale les raisons de l'existence ou de l'inexistence du parti. »

Or, il y a quatre ans, lors du débat à propos des rééditions (« Bilan », Union communiste) sur les événements de 1936-1937 en Espagne, D. [Blanc] écrivait, au nom de « la Guerre sociale » : « Pas plus que toi, nous ne tenons à réagir en héritiers. Là n'est pas la question. Notre regard sur ''Bilan'' reste critique » (cf. « Jeune Taupe » n° 33).

Il nous semble donc qu'un certain penchant théorique vous pousse encore vers tout ce qui se rattache à la « gauche italienne ». C'est dans ce sens qu'il faut comprendre les fondements de notre critique par rapport à ce que nous appelons votre « élitisme ». Sur la question de l'organisation révolutionnaire (parti ou pas parti ?), nous attendons d'ailleurs toujours vos commentaires de la brochure « Au-delà du parti » (Ed. Spartacus).

En conclusion, nous vous déclarons que, malgré tous les malentendus et toutes les divergences réelles qui nous séparent, nous restons ouverts à la discussion avec « la Guerre sociale » et décidés à la poursuivre sous toutes les formes possibles.

Du fait de la suspension provisoire du journal (cf. « Malgré tout ! (bis) » dans « R.S. » n° 6), nous ne pourrons pas publier cette correspondance (votre lettre et notre réponse) avant plusieurs mois. Si cela vous agrée, vous pouvez faire paraître notre réponse dans un prochain numéro de votre revue... mais sachez que si, ce n'est pas le cas, nous n'en ferons pas du tout un objet de polémique.

Enfin, pour terminer, nous accusons réception de la copie de votre réponse à J.-L. Fauteret. Dans cette affaire, il n'y a eu aucune intervention de notre part. Ce camarade du « Frondeur »... et les autres (!) sont majeurs et vaccinés : ils réagissent tout seuls comme ils l'entendent (copie de cette lettre leur sera transmise).

Saluts révolutionnaires,
Groupe Volonté communiste
[c/o « Révolution sociale »,
B.P. 30316, 75767 Paris Cedex 16].

Paris, le 16 mars 1983.

Bonjour,

Après plus d'un an, vous répondez à notre lettre. Vous auriez dû toutefois publier celle-ci dans votre journal, même si vous n'aviez pas le temps de publier parallèlement une réponse. Vous ne contestez pas notre version des faits tout en reprenant les critiques d'« élitisme » et d'« incohérence » en les étayant par d'autres exemples.

L'incohérence ne consiste pas, après n'être pas venus ou peu venus à vos réunions publiques, à inaugurer maintenant, nous-mêmes, des réunions publiques. Nous n'avons jamais été contre la tenue de réunions publiques ou autres, mais contre un certain type de réunion qui nous déplaît : tenue rigide du débat, interminables parties de ping-pong entre groupes adverses à partir de questions mal posées (parti, pas parti...) ou déjà réglées pour nous (lutte de libération nationale). Si nos réunions publiques devaient ressembler à cela, nous les suspendrions.

Vous relevez une « incohérence » dans le fait qu'à la fois nous avons une attitude critique vis-à-vis de la gauche italienne et que nous admettons être influencés par celle-ci. Ne peut-on subir une influence qu'à condition d'être orthodoxe ? Marx fut influencé par Hegel et critique vis-à-vis du même Hegel ; vous êtes influencés par Marx et vous voulez être critiques par rapport à celui-ci. Nous avons été influencés par la gauche italienne, donc ; nous sommes cependant très critiques par rapport à celle-ci, y compris par rapport à « Bilan ». Cela devrait apparaître à la lecture de la lettre de [Blanc] parue dans « Jeune Taupe » n° 33, mais également dans notre « Lettre ouverte aux camarades du P.C.I. maintenu ».

Nous ne voulons pas agir n'importe comment, avec n'importe qui. Nous pensons même nécessaire une réflexion théorique de fond. Est-ce de l'élitisme ? Dans le fond, on s'en fiche.

Pour « la Guerre sociale »,
Joseph Benhamou, Dominique Blanc.

Vitry, le 24 mars 1983.

En réponse à votre lettre du 15 février 1983.

Au lieutenant exécutant J. Benhamou.

Monsieur,

J'aimerai vous rappeler les faits quant à l'affaire concernant votre lettre datée du 25 janvier 1982.

Simplement :

I. Jean-Luc fut l'unique signataire de ce tract commun, « le Frondeur » se composant à l'époque de deux personnes ; néanmoins, et bien que Denis soit en province au moment de la signature, il avait donné son accord.

II. Jean-Luc et ses deux copains, dans la pagaille de la manifestation, n'ont pas pu trouver les participants à la distribution.

III. Ce détail ne m'apparaît pas important, vu le peu de résultats tactiques que procure une diffusion de tracts dans ce type de manifestation stalino-gaucho-démocratique. Sans doute y attachez-vous plus d'intérêt que nous parce que c'est, comme ce type de polémique stérile, l'essence, le soutien ontologique et l'unique manifestation phénoménologique de votre activité. D'ailleurs, la négation opérée dans votre conscience aliénée de tout autre moyen de diffusion de ce tract (contacts, copains, copines, lieux où sont investis et où travaillent les camarades) peut largement laisser augurer de l'importance qu'occupent pour vous les rapports humains, comme la communication de la théorie. Enfin, en attendant la promotion sociale de votre Bonnet Blanc, il faut bien passer sa vie d'une manière ou d'une autre (chez vous en manifs, polémiques improductives et autres activités aliénées) ; les iguanodons se portent bien.

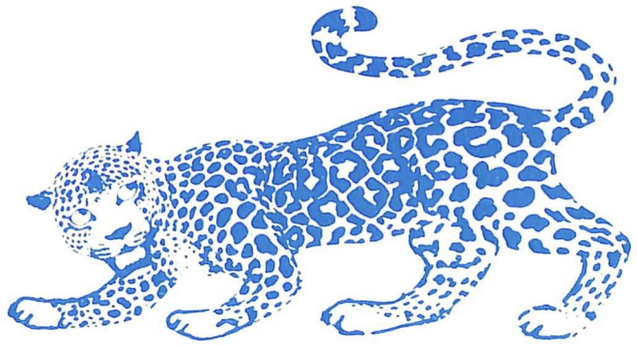
IV. Vous rendez-vous compte de l'aspect proprement dérisoire de votre démarche ? Passer son temps dans les guerres à portée microscopique du cadavre de l'ultra-gauche serait-ce pour vous agir et exister ? Pensez qu'il vous reste peut-être que 30 ou 40 années à vivre, et que si vous les perdez à des vétilles comme celle-ci qu'aurez-vous fait ?

Moi, quand je passe aux choses sérieuses, je m'envoie une copine.

V. Mais laissons là votre drame post-pirandellien et passons aux choses triviales : pourquoi n'êtes-vous pas sorti des poubelles de l'histoire ?

D'ailleurs, nous allons vous y laisser.

Bonjour à votre Bordiga Réincarné.

Veuillez agréer, Monsieur, nos sincères salutations.

Pour « le Frondeur »,
J.-M. Fossati.